

ANNEXE 1 FICHES PROJETS

Fiches des projets actifs en 2022, dans le cadre des programmes (fiches d'actions) financés par le Fonds Bêkou.

Objectif spécifique 1 Accès aux services de base	Objectif spécifique 2 Renforcement de la cohésion sociale	Objectif spécifique 3 Relance économique
Programme SANTE III <ul style="list-style-type: none"> ALIMA CRF CUAMM IMC PUI (Bangui & Bamingui Bangoran) RECaRD (AICS) AT (ICON) 	Programme RECONCILIATION <ul style="list-style-type: none"> Kiri Ngo Na Kodro – Retour à la communauté 	Programmes PRESU I et II
Programme PEPEV <ul style="list-style-type: none"> UNICEF 	Programme RECONCILIATION II <ul style="list-style-type: none"> Jeunesse, espoir de la Centrafrique Radio Ndéké Luka 	Programme RELECO <ul style="list-style-type: none"> PASM – Projet d'appui au secteur de la microfinance en République centrafricaine
	Programme GENRE III <ul style="list-style-type: none"> Les femmes et les filles créent le futur Assistance technique au ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant 	Programme PONTS 2
		Programme DEVRUR I <ul style="list-style-type: none"> Assistance technique Résilience rurale et de création d'emploi
		Programme DEVRUR II Ouvrir des perspectives d'avenir
		Programme PAPEUR <ul style="list-style-type: none"> PAPEUR Urbain – Appui à la professionnalisation des filières porteuses agropastorales et des métiers de l'artisanat dans Bangui et ses localités environnantes PAPEUR Rural – Programme d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat en milieu rural
Programme RELSUDE <ul style="list-style-type: none"> Relèvement du système de santé du district sanitaire du Haut-Mbomou dans la prise en charge des populations vulnérables (ALIMA) 		Programme RELSUDE <ul style="list-style-type: none"> « I La Tene Ti To Na Mbongo – Tous ensemble pour le sud-est » (ACTED)

SANTÉ III

Programme d'appui sectoriel santé au plan intérimaire en RCA

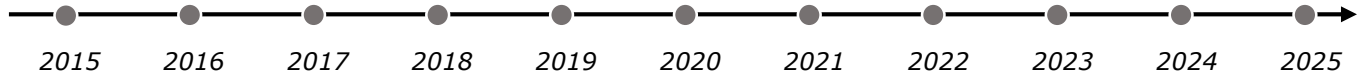
SANTÉ III est la **troisième phase du programme d'appui au secteur de la santé** financé par le Fonds Bêkou dans le but d'**améliorer l'accès de la population aux services de santé, et d'appuyer l'Etat dans la fourniture de services de qualité**. La santé est le principal secteur financé par le Fonds Bêkou. Au fur et à mesure des années, le budget alloué à ce secteur a considérablement augmenté. Ainsi SANTÉ III, initialement doté avec 35 millions EUR, a été augmenté à 69 millions EUR pour faciliter la réponse à la pandémie de COVID-19 et aussi permettre la prolongation des projets à la suite des deux extensions du Fonds Bêkou.

SANTÉ I – 14,4 Mio EUR

SANTÉ II – 28,7 Mio EUR

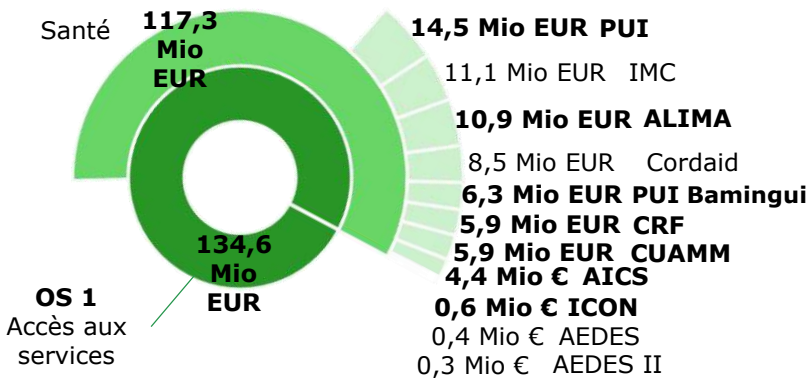
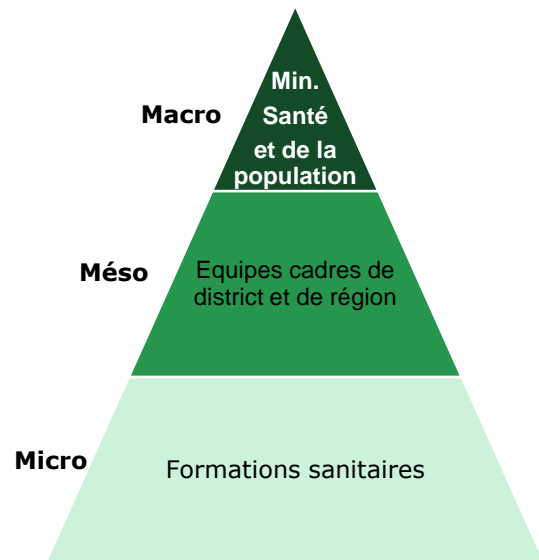
SANTÉ III – 68,7 Mio EUR

■ achevé
■ en cours



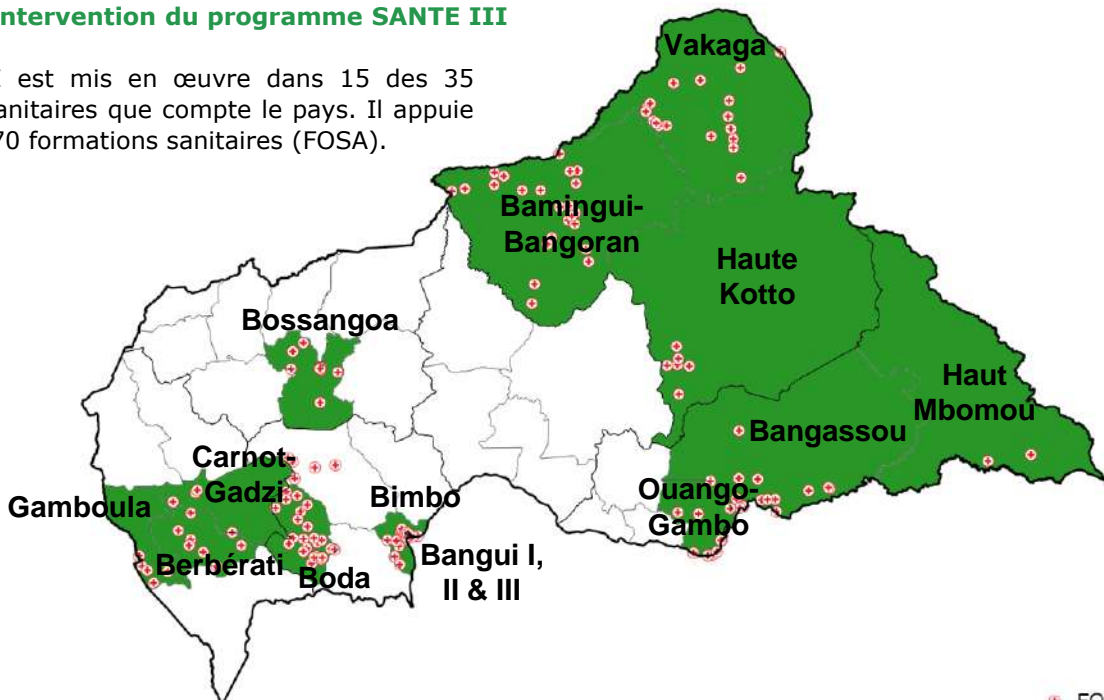
SANTÉ III est composé de **11 projets qui interviennent à tous les échelons de la pyramide sanitaire**. Conformément aux directives gouvernementales, les projets Bêkou ont mis en place la gratuité ciblée – voire totale dans certaines zones - ainsi que le financement basé sur la performance (FBP). Les partenaires de mise en œuvre sont présents dans le pays depuis plusieurs années. La majorité d'entre eux ont été financés sous les différents volets du programme SANTÉ ce qui a permis de mettre l'accent sur l'**autonomisation des structures appuyées**.

Cadre institutionnel



Zones d'intervention du programme SANTÉ III

SANTÉ III est mis en œuvre dans 15 des 35 districts sanitaires que compte le pays. Il appuie près de 170 formations sanitaires (FOSA).

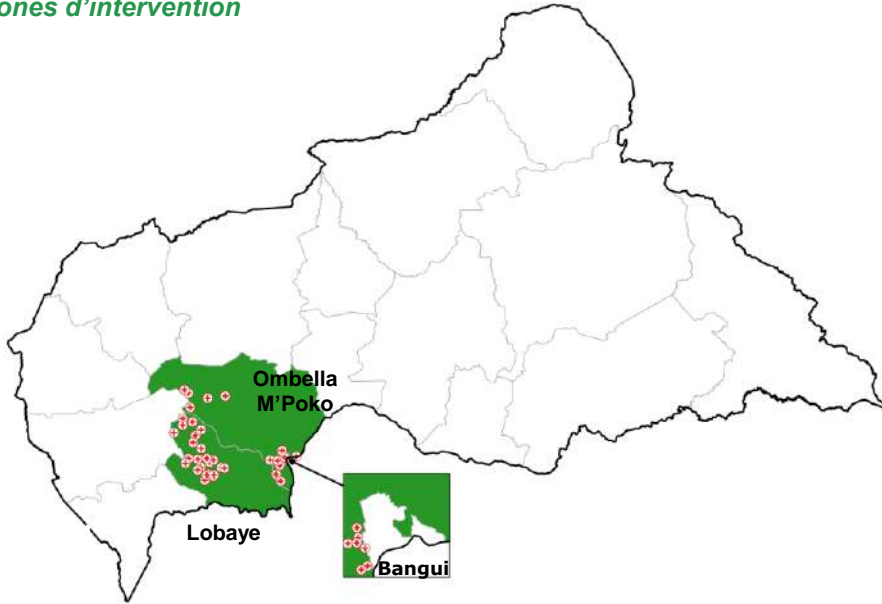


PROJET FINANCÉ SOUS SANTE III ALIMA

Le projet vise à **consolider les efforts entrepris lors des deux premières phases dans les districts sanitaires de Bimbo et Boda**, dans l'objectif d'assurer le renforcement et la résilience du système de santé local.

Budget 10,9 Mio EUR
Secteur Santé
Dates 01/07/2018 – 30/04/2022 (46 mois)

Zones d'intervention



Mise en œuvre



Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- **784 109** consultations et interventions médicales et chirurgicales fournies (indicateur 1.2)
- **6 570** référencement (indicateur 1.4)
- **659** survivantes de VBG bénéficiant d'une prise en charge (indicateur 2.2)

MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

Le projet a pris fin en avril 2022, il s'est poursuivi à travers un autre financement de l'Union européenne (NDICI-Europe dans le Monde). De janvier à avril, grâce au Fonds Békou, le projet a :

- ☑ Doté les deux DS de **pick-ups** pour le suivi des activités des formations sanitaires, ces DS sont donc autonomes en termes de supervision.
- ☑ **Transféré la gestion de deux ambulances** aux équipes cadres de district (ECD).
- ☑ Renforcé les capacités des personnels des formations sanitaires (notamment de la pédiatrie, et des relais communautaires):
 - Les **formations des relais communautaires** ont porté sur le protocole des visites à domicile et celui des activités nutritionnelles.
 - Les **formations des FOSA** ont porté sur la pédiatrie et la maintenance préventive des appareils biométriques.

PORTRAIT



Estella Dimanche a accouché à l'hôpital de Boda. Les bébés, tous les deux nés en dessous de 2,5 kg, ont été hospitalisés à l'unité néonatale de l'hôpital pendant 9 jours, sous oxygène et sous antibiotiques.

Ensuite, Estella et ses jumeaux sont rentrés à la maison, mais deux fois par semaine, elle les a emmenés à pied à l'unité néonatale pour la pesée, et ainsi suivre leur prise de poids.

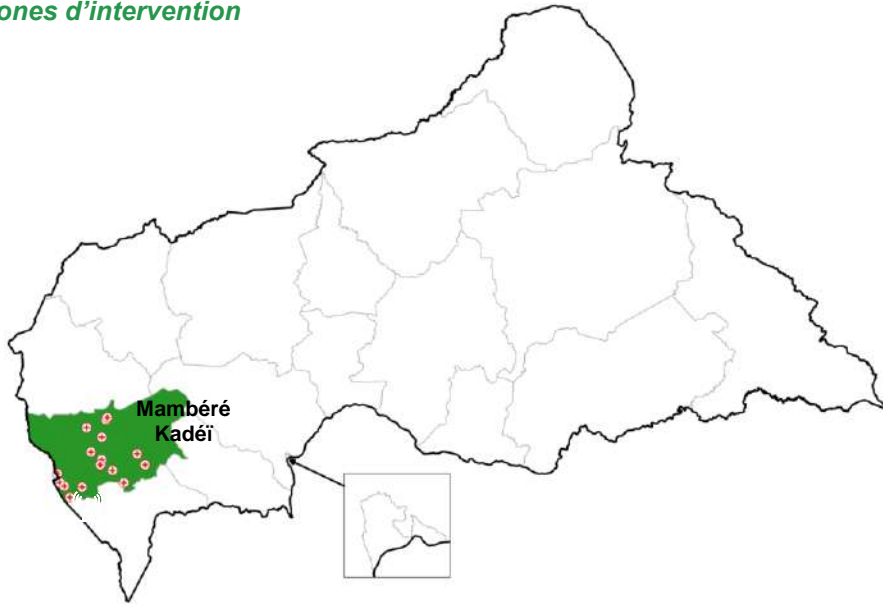
Retrouvez [son histoire en vidéo](#)

PROJET FINANCÉ SOUS SANTE III CRF

Le projet de la Croix Rouge Française (CRF) vise à consolider les efforts entrepris lors des deux premières phases dans les **districts sanitaires de Gamboula, Carnot et Berbérati**, dans l'objectif d'assurer le renforcement et la résilience du système de santé local.

Budget 5,9 Mio EUR
Secteur Santé
Dates 01/05/2019 – 31/12/2022 (44 mois)

Zones d'intervention



Mise en œuvre



Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- **420 358** consultations et interventions médicales et chirurgicales fournies (indicateur 1.2)
- **8 005** référencement (indicateur 1.4)
- **705** personnels administratif des institutions publiques ou fournisseurs de services dont les capacités ont été renforcées (indicateur T.2)

MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

Au cours de l'année 2022, le projet a :

- ☑ Arrêté ses activités dans les districts sanitaires de Berberati et Carnot (couverts par la Banque Mondiale), **concentrant ses interventions sur le DS de Gamboula.**
- ☑ Continué à mettre en œuvre les activités en lien avec le **financement basé sur la performance (FBP).**
- ☑ Poursuivi les activités de **renforcement de capacité du personnel** des formations sanitaires (FOSA).
- ☑ Conduit des **enquêtes de satisfaction sur la gratuité ciblée** auprès des populations locales, révélant que le projet est bien perçu par les communautés. Le principe de la gratuité ciblée a été compris par les répondants.

Difficultés rencontrées:

- ⚡ Qualité des données (nombre de services fournis dans le cadre du FBP) mises à disposition par les FOSA.
- ⚡ Retard d'approvisionnement en médicaments en raison des remontées tardives de réquisitions à la suite des travaux d'inventaire.
- ⚡ En ce qui concerne le FBP, une difficulté a été de conduire les vérifications communautaires en raison :
 - du manque de disponibilité des équipes en termes de supervision; et
 - des distances importantes entre les différents sites.

TÉMOIGNAGE

Christelle, a accouché dans la maternité du centre de santé de Sambanda (soutenu par CRF) :

« Le centre de santé nous a beaucoup aidé car depuis le premier trimestre de ma grossesse, j'ai été prise en charge gratuitement avec des médicaments et ses examens. Ces médicaments, je les ai eus durant toute ma grossesse sans payer aucun franc. Aujourd'hui encore, avec mon accouchement j'ai bénéficié des soins et médicaments gratuits. »



Le projet a appuyé la construction de forages et bornes-fontaines, ainsi que ce château d'eau à Bamba.

PROJET FINANCÉ SOUS SANTE II et SANTE III CUAMM

Le projet de **Médecins avec l'Afrique** (CUAMM) financé à la fois par la seconde phase (SANTE II) et la troisième phase (SANTE III) du programme Santé est ciblé sur le **renforcement des capacités du Complexe Hospitalier Universitaire Pédiatrique de Bangui** (CHUPB).

Il s'agit de l'**unique hôpital de référence spécialisé dans la pédiatrie** de République centrafricaine et, à ce titre, il peut être amené à accueillir des enfants malades de tout le pays. Aux côtés des activités de santé maternelle et infantile (naissances, vaccinations, opérations...), il joue un rôle important dans la malnutrition des enfants.



Budget 9,9 Mio EUR
Secteur Santé
Dates 01/07/2018 – 31/12/2022 (54 mois)

Mise en œuvre

Le projet est mis en œuvre par



en partenariat avec



Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- **146 460** consultations et interventions médicales et chirurgicales fournies (indicateur 1.2)
- **120 335** personnes touchées par des activités de sensibilisation sur la COVID-19 (indic COVID.3)
- **353** personnels du Centre Pédiatrique de Bangui dont les capacités ont été renforcées (indicateur T.2)

MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

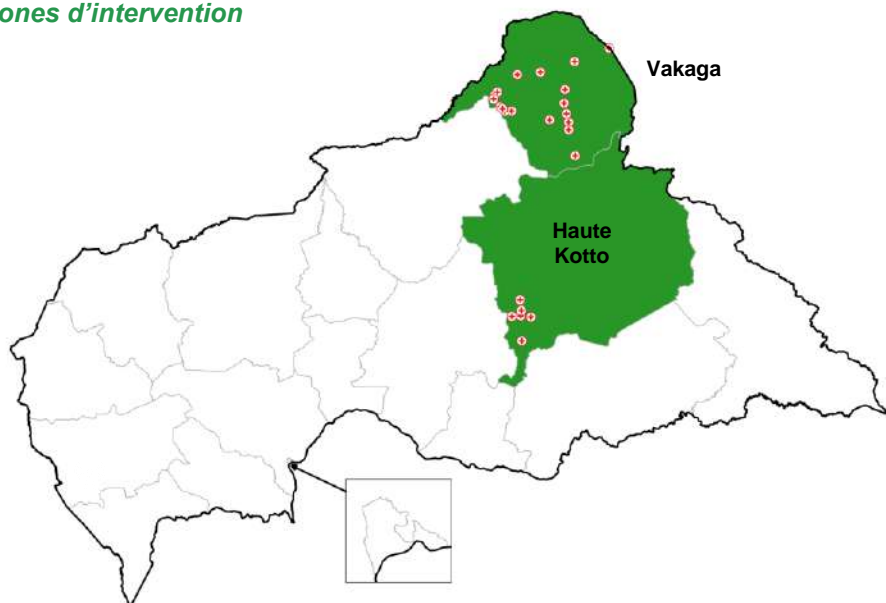
Le projet a été prolongé de 6 mois jusque fin 2022 afin de permettre l'approvisionnement en produits essentiels (dont médicaments) et de poursuivre la stratégie de transition dans une voie de réduction graduelle de l'appui.

PROJET FINANCÉ SOUS SANTE III SANTE III IMC

Le projet d'International Medical Corps (IMC) vise à consolider les efforts entrepris lors des deux premières phases afin de renforcer les capacités des équipes cadres et de leur permettre d'**assurer des soins de qualité dans les préfectures de la Vakaga et de la Haute Kotto**.

Budget 11,1 Mio EUR
Secteur Santé
Dates 01/07/2018 – 31/03/2022 (45 mois)

Zones d'intervention



Mise en œuvre



Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- **778 784** consultations et interventions médicales et chirurgicales fournies (indicateur 1.2)
- **3 052** référencement (indicateur 1.4)
- **462** personnels administratifs des institutions publiques ou fournisseurs de services dont les capacités ont été renforcées (indicateur T.2)

MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

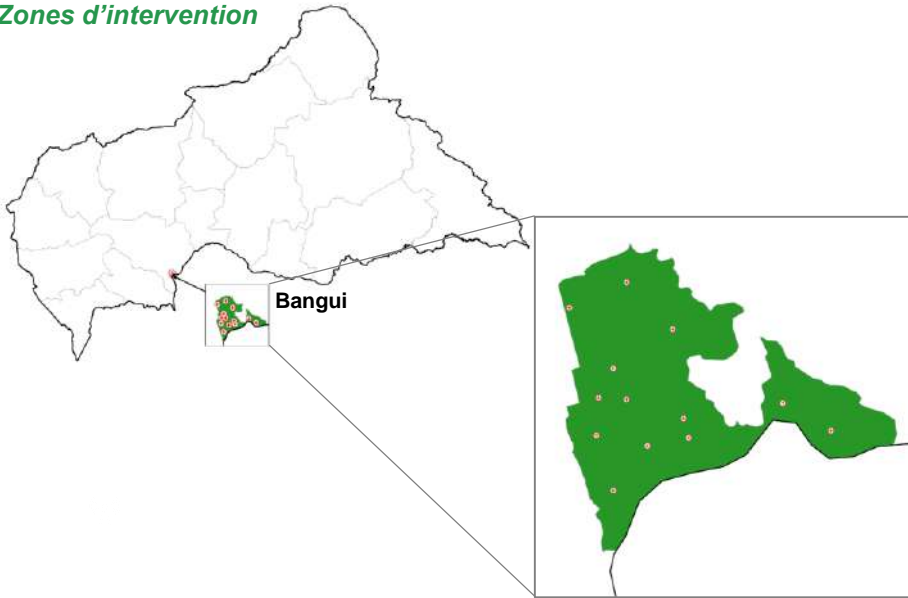
Le projet a pris fin en mars 2022, il s'est poursuivi à travers un autre financement de l'Union européenne (NDICI-Europe dans le Monde).

PROJET FINANCÉ SOUS SANTE III PUI Bangui

Le projet de Première Urgence Internationale vise à consolider les efforts entrepris lors des deux premières phases pour assurer le **renforcement et la résilience du système de santé dans la région sanitaire n°7**, celle de la capitale, Bangui.

Budget 14,5 Mio EUR
Secteur Santé
Dates 01/07/2018 – 31/05/2022 (47 mois)

Zones d'intervention



MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

Le projet a pris fin en mai 2022.

Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- **943 160** consultations et interventions médicales et chirurgicales fournies (indicateur 1.2)
- **3 048** référencement (indicateur 1.4)
- **3 203** personnels administratifs des institutions publiques ou fournisseurs de services dont les capacités ont été renforcées (indicateur T.2)

Mise en œuvre

Le projet est mis en œuvre par



en consortium avec



PROJET FINANCÉ SOUS SANTE III PUI Bamingui Bangoran

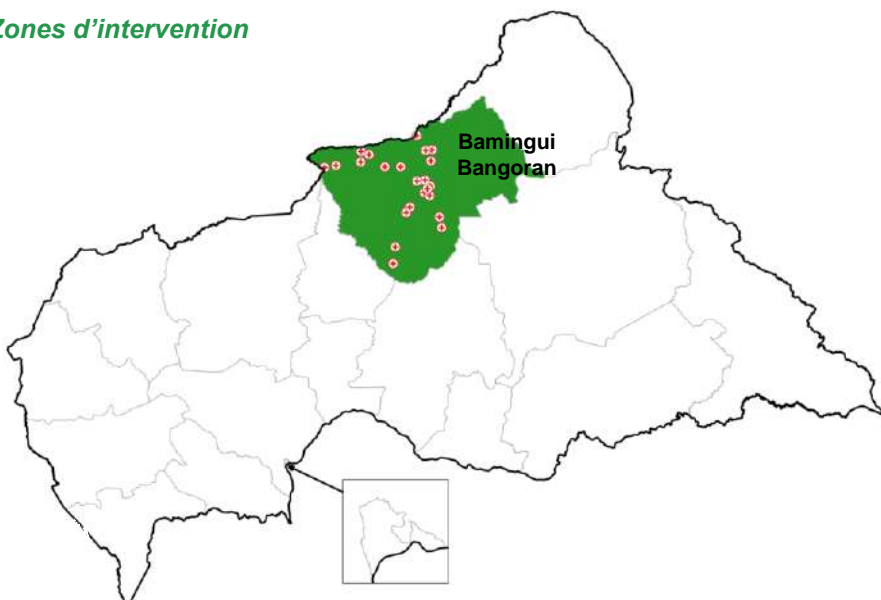
Le projet de Première Urgence Internationale (PUI) à Bamingui-Bangoran vise à poursuivre les activités en soins de santé primaire et secondaire dans les 21 FOSAs appuyées durant la phase II tout en **renforçant les capacités des acteurs du système de santé** (ECD, FOSA, communauté) en vue d'un transfert progressif des compétences de gestion, de suivi, de supervision et de formation.

Budget 6,3 Mio EUR
Secteur Santé
Dates 01/11/2018 – 28/02/2022 (40 mois)

Mise en œuvre



Zones d'intervention



MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

Le projet a pris fin en février 2022.

Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- **403 664** consultations et interventions médicales et chirurgicales fournies (indicateur 1.2)
- **22 977** personnes touchées par des activités de sensibilisation sur le COVID-19 (indic COVID.3)
- **533** personnels administratifs des institutions publiques ou fournisseurs de services dont les capacités ont été renforcées (indicateur T.2)

PROJET FINANCÉ SOUS SANTE III RECaRD

Le projet de l'agence de coopération bilatérale italienne (AICS) se situe au niveau méso : il renforce les **compétences des équipes cadres des districts (ECD) et régions sanitaires (ECR)**. L'objectif est de contribuer à leur autonomisation. Les équipes cadres ont un rôle clé de supervision des personnels de santé et de collecte des données au titre de la surveillance épidémiologique.

Budget 4,4 Mio EUR
Secteur Santé
Dates 01/01/2019 – 28/02/2023 (50 mois)

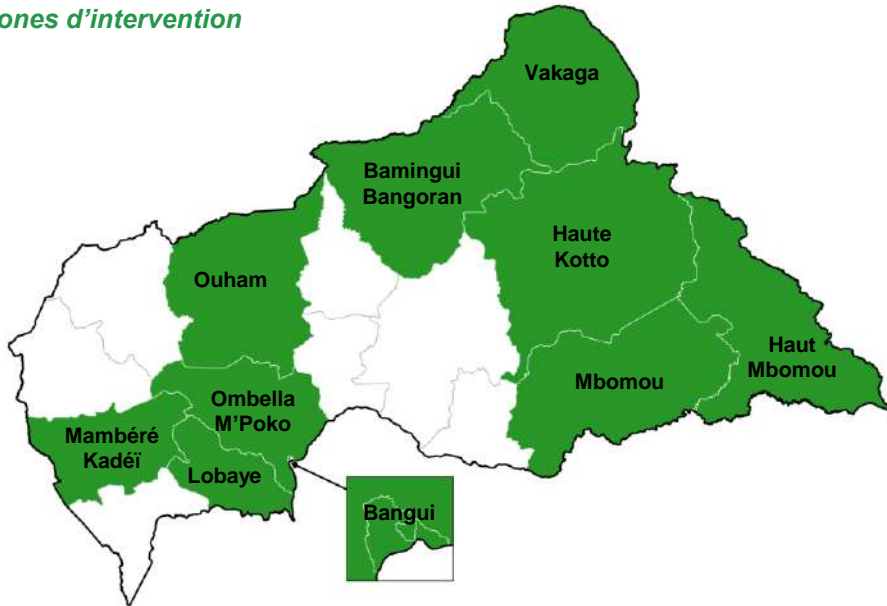
Mise en œuvre



Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- **21** structures/institutions publiques (y compris les ministères) qui ont été appuyées par des activités de renforcement des capacités (indicateur T.1)
- **3 562** personnels administratifs des institutions publiques ou fournisseurs de services dont les capacités ont été renforcées (indicateur T.2)
- **1** bâtiment administratif (ECD) réhabilité (indicateur T.5)

Zones d'intervention



MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

Au cours de l'année 2022, le projet a :

- terminé les activités de formation et commencé des activités de **suivi post-formation**.
- avancé dans les activités de **réhabilitation des sites**, telle que la finalisation des travaux au bureau du District Sanitaire (DS) de Ndele.

Difficultés rencontrées et solutions apportées :

- ◊ AICS a eu des retards dans la conduite de certaines formations car celles-ci étaient jugées moins prioritaires par certaines parties prenantes. Une manière de contourner ces difficultés a été de solliciter la collaboration du niveau central et de s'appuyer sur les assistants techniques qui ont une bonne connaissance du terrain.

TÉMOIGNAGE

« On vit distant, on a à disposition très peu d'équipements. Pendant longtemps, nous avons travaillé sous les manguiers avant d'être autorisés à utiliser l'ancien dépôt de l'hôpital » explique Mme Lèa Ambadrou, Chef de Section du District Sanitaire de la Vakaga. Elle ajoute « Au moment du lancement des travaux prévus dans le cadre du projet RECaRD, l'état de la structure était tellement dégradé que la seule façon de faire un bon travail permanent était de construire un nouveau bâtiment ». Elle se réjouit que, désormais, « on a un bâtiment administratif qui peut nous permettre de travailler dans une condition apaisée ».

PROJET FINANCÉ SOUS SANTE III Assistance technique - ICON

Dans le cadre de ce projet, **deux assistants techniques** ont été basés auprès du ministère de la Santé et de la Population (MSP) pour l'appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques nationales.

Un des assistants techniques était en appui du programme SANTE III pour faciliter la coordination entre les ONG et la supervision par le MSP des projets qu'elles mettent en œuvre grâce aux financements du Fonds Bêkou.

Budget 0,6 Mio EUR
Secteur Santé
Dates 01/06/2021 – 30/06/2022 (12 mois)

Mise en œuvre



MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

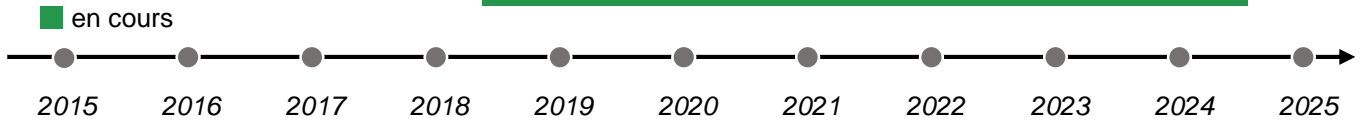
Le projet a pris fin en juin 2022. Il est prévu qu'une nouvelle assistance technique soit mise en place à travers un autre financement de l'Union européenne (NDICI-Europe dans le Monde).

WASH PEPEV

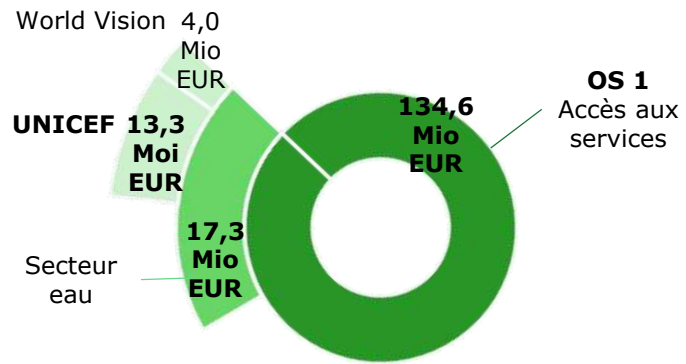
Programme « Eau pour la paix, Eau pour la vie »

Le programme PEPEV est financé par le Fonds Bêkou pour augmenter le taux de couverture en eau potable et en assainissement de la République centrafricaine.

WASH PEPEV – 17,3 Mio EUR

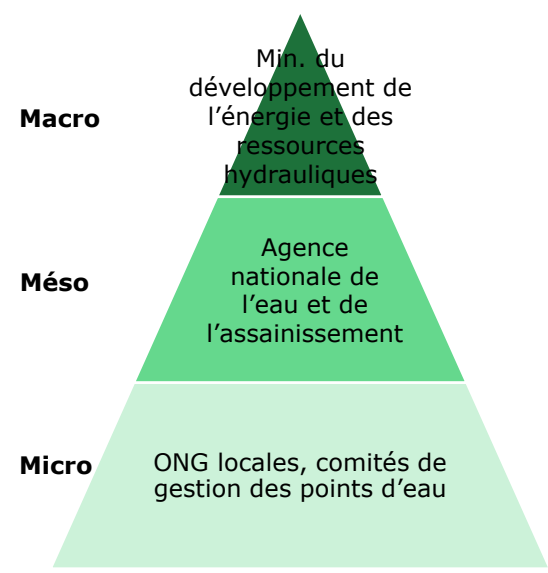


Le PEPEV a pour but principal d'augmenter le taux de couverture en eau potable et en assainissement de la RCA. Il est en ligne avec la Politique et Stratégie Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (PSNEA), qui constitue le cadre d'orientation du secteur. Le PEPEV est complémentaire aux autres interventions dans le secteur, menées par l'UE, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement (BAD), et l'UNICEF. Le programme est composé de deux projets, mais seul le projet mis en œuvre par UNICEF était en cours en 2022.

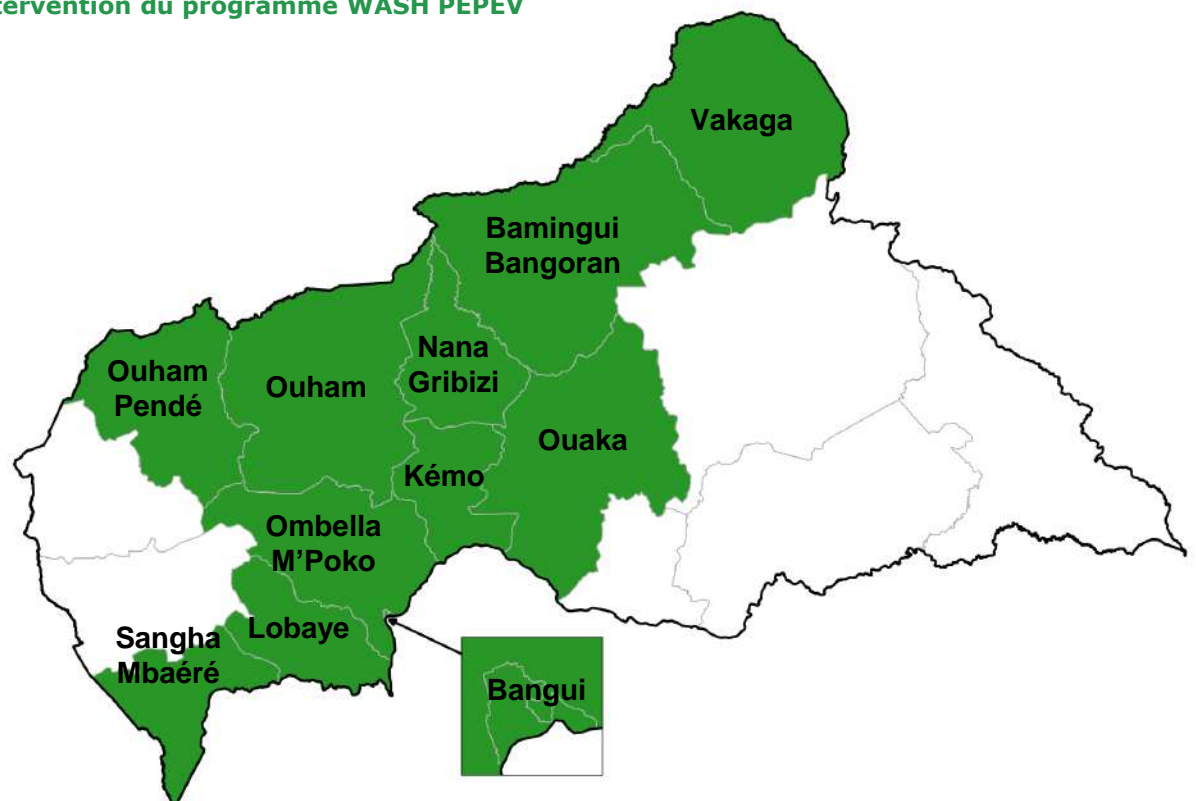


NB: Les autres montants sont consacrés à d'autres programmes/projets de l'OS.

Cadre institutionnel



Zones d'intervention du programme WASH PEPEV



Le projet PEPEV UNICEF vise à augmenter le taux de couverture en eau potable et à améliorer l'hygiène et l'assainissement dans les zones rurales en RCA.

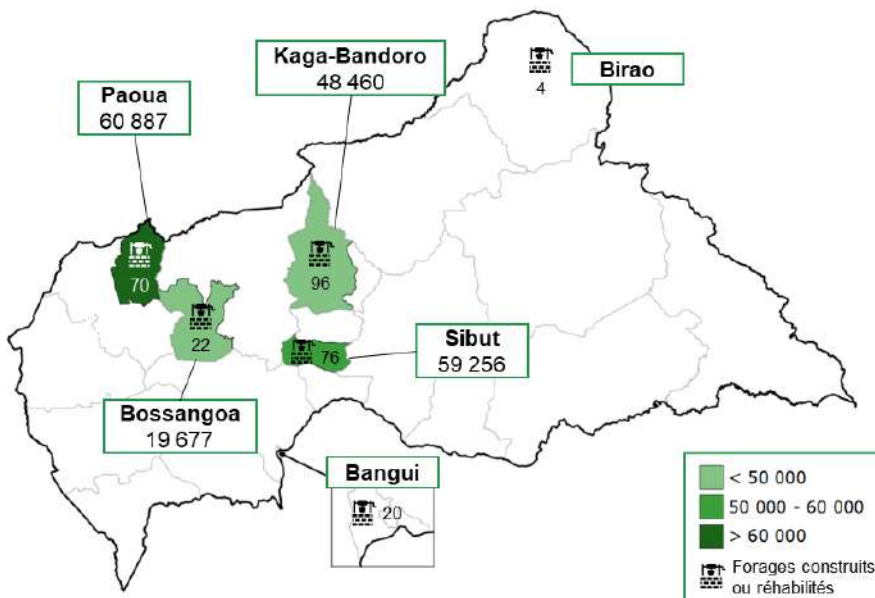
Budget 13,3 Mio EUR
Secteur Eau
Dates 07/07/2018 – 06/07/2024 (72 mois)

Mise en œuvre



Zones d'intervention

NB: Le différentiel entre le nombre de forages présentés sur la carte et celui rapporté dans les résultats s'explique par l'absence de localisation de certains forages comptabilisés.



Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- **480 110** personnes additionnelles ayant accès à une source d'eau potable améliorée et/ou à des installations sanitaires (indicateur 1.1)
- **834** points d'eau (y compris forages) construits/réhabilités (indicateur 1.5)
- **123** personnels administratifs des institutions publiques ou fournisseurs de services dont les capacités ont été renforcées (indicateur T.2)
- **204 803** personnes touchées par des activités de sensibilisation, dont 22 462, dans le cadre de campagnes liées au COVID-19

MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

Au cours de l'année 2022, le projet a :

- ✓ Construit **10 forages mécaniques**, réhabilité ou réparé **109 forages** et réalisé **404 branchements sociaux** pour les ménages vulnérables des 3ème, 5ème et 7ème arrondissements de la ville de Bangui. Cela a permis à **66 882 personnes additionnelles d'avoir accès à l'eau potable**.
- ✓ Mis en place un **système d'urgence de distribution d'eau potable** sur le site intégré du village de Pladama pour les personnes déplacées internes. Cela a permis à 1 949 personnes d'avoir un accès régulier à l'eau potable pour les besoins de boisson, le lavage des mains, le nettoyage et la désinfection.
- ✓ Mis en place ou redynamisé **144 comités de gestion des points d'eau** (CGPE).
- ✓ Signé des partenariats et répondu aux requêtes de l'ANEA pour la réhabilitation des points d'eau à Bossangoa et Paoua.
- ✓ Mis à disposition de l'Agence nationale de l'eau et de l'assainissement (ANEA), la Direction générale des ressources hydrauliques (DGRH), la Société de distribution d'eau en Centrafrique (SODECA) et des ONG des financements pour la construction de 17 forages mécaniques, la réhabilitation ou réparation de 60 forages, la mise en état de marche des systèmes d'urgence d'approvisionnements en eau potable dans les quartiers périphériques de Bangui et la réalisation des branchements sociaux. Ces activités sont en cours d'exécution.
- ✓ Permis à **343 ménages** ont eu construit et utilisent leurs propres latrines à travers la mise en œuvre de l'ATPC.

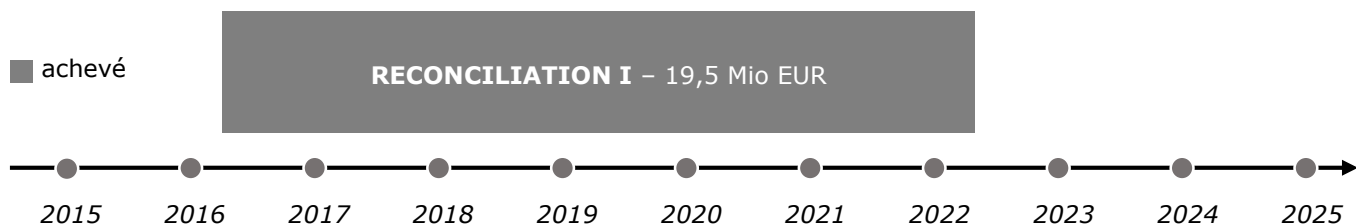
Difficultés et solutions apportées:

- ✗ L'insécurité persistante dans la majeure partie des zones constitue une contrainte notable au déploiement des acteurs et partenaires de mise en œuvre:
 - ◊ A défaut de se rendre dans certaines parties des zones d'intervention du projet PEPEV, l'UNICEF s'appuie sur les structures de l'Etat (ANEA et ses antennes, Directions Régionales de l'Hydraulique) et les ONG notamment nationales. Pour les missions de contrôle de la mise en œuvre du projet, l'UNICEF s'attache des services de Cabinets pour le suivi par les parties tierces.
- ✗ La pénurie du carburant a constitué un frein à la mise en œuvre et entraîné une augmentation des coûts de réalisation des activités.
- ✗ La faible capacité de certains acteurs et partenaires a constitué un obstacle à la progression des résultats:
 - ◊ Des réunions hebdomadaires et régulières ont été organisées entre l'UNICEF, l'ANEA, la DGRH, la SODECA en vue d'accélérer les rythmes d'exécution.

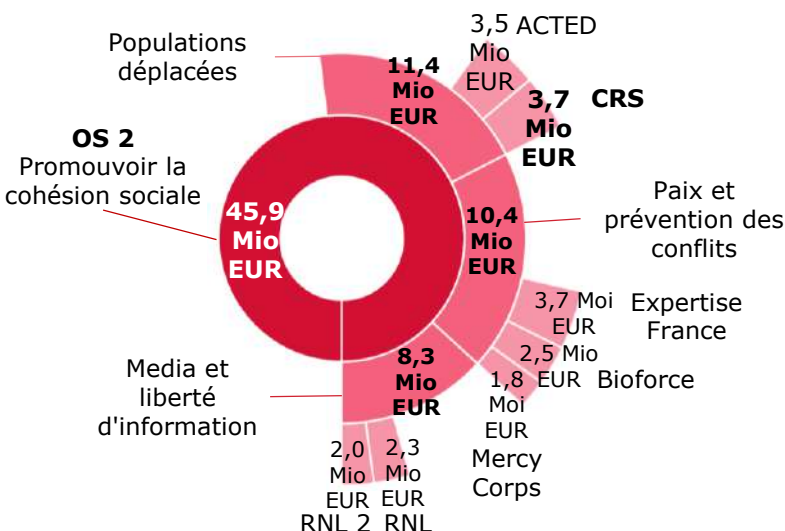
RECONCILIATION

Programme de promotion de la cohésion sociale, du dialogue et de la réconciliation dans la société centrafricaine

Le programme RECONCILIATION I vise à harmoniser et améliorer les conditions de vie des populations centrafricaines retournées, déplacées et les communautés hôtes.

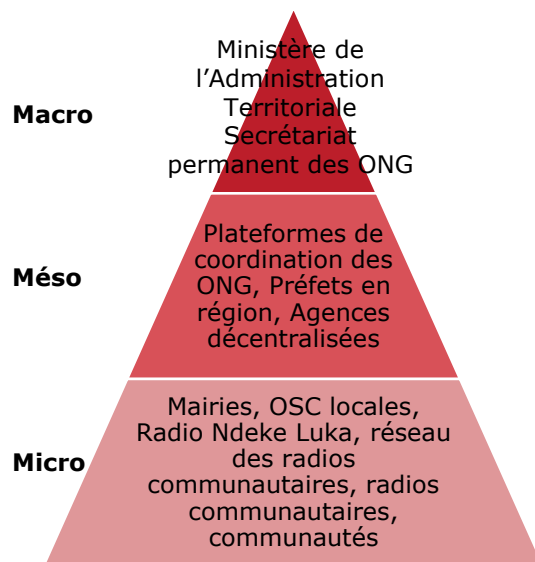


Le programme RECONCILIATION I a débuté en 2016 et est composé de sept projets. Il vise à renforcer les capacités de la société civile et des médias, à promouvoir la cohésion sociale, et à appuyer le retour des déplacés. Seul un projet d'appui au retour des déplacés, mis en œuvre par un consortium d'ONG coordonnées par CRS, a été actif en 2022.

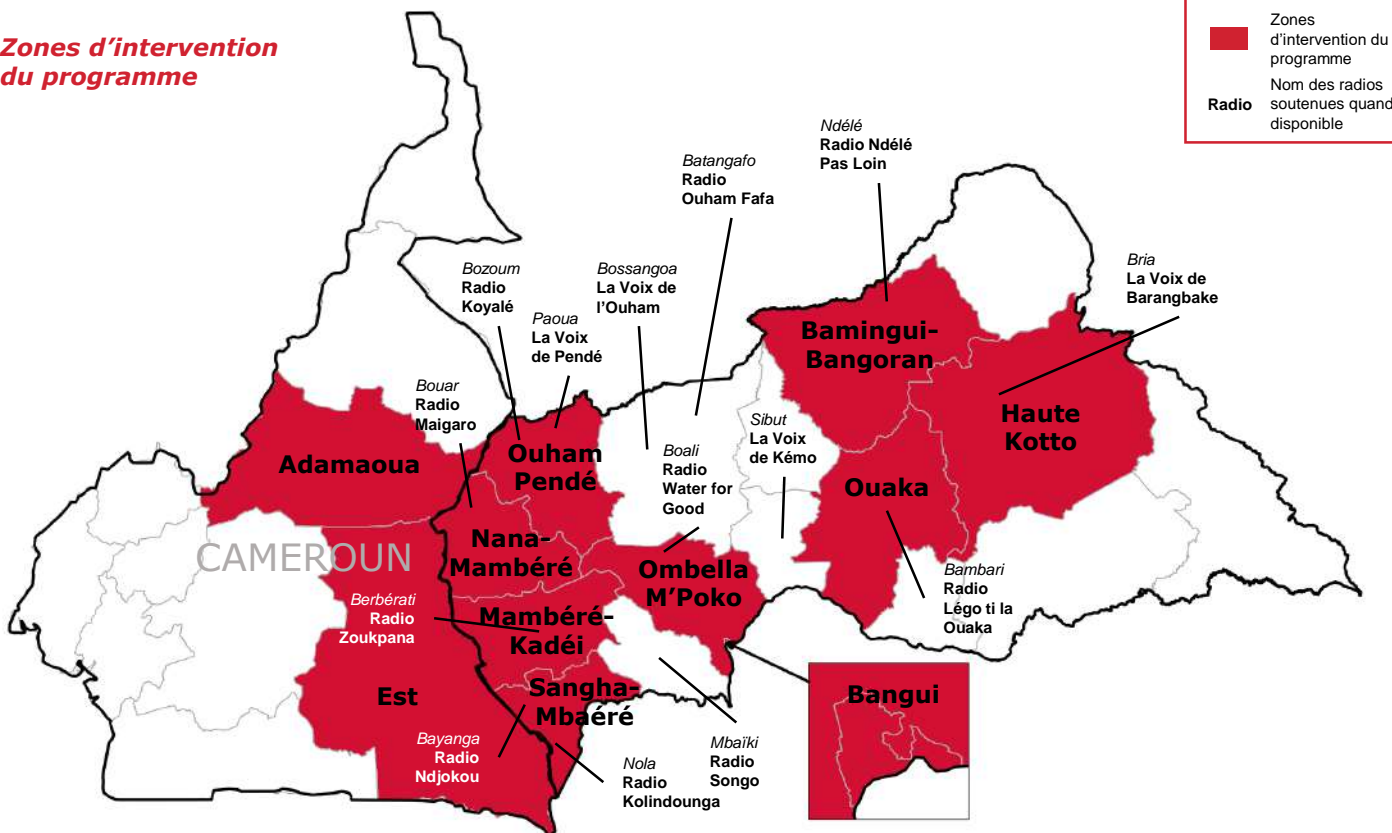


NB: Les autres montants sont consacrés à d'autres programmes/projets de l'OS.

Cadre institutionnel



Zones d'intervention du programme



PROJET FINANCÉ SOUS RECONCILIATION I Kiri Ngo Na Kodro – Retour à la communauté

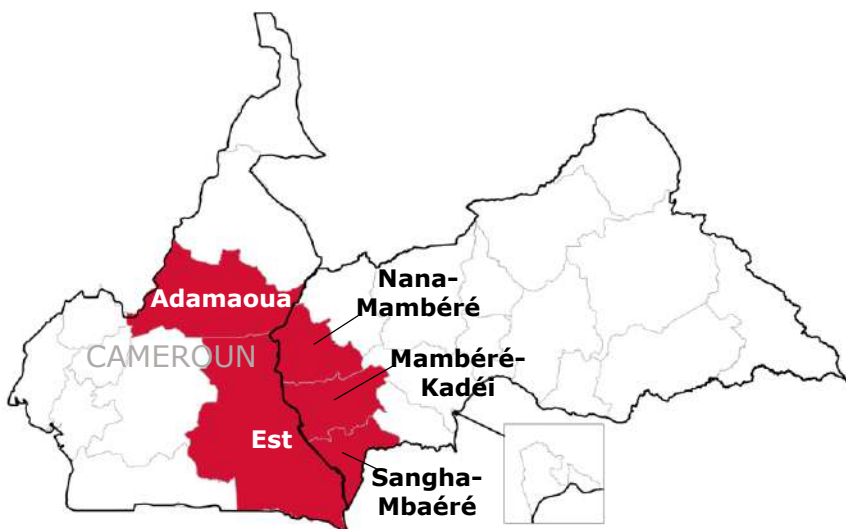
Budget 3,75 Mio EUR
Secteur Paix et prévention des conflits
Dates 20/11/2018 – 20/03/2022 (40 mois)

Mise en œuvre
Consortium de quatre ONG mené par CRS.



Le projet RECONCILIATION CRS vise à contribuer à ce que les populations centrafricaines retournées (déplacées en interne et/ou réfugiées) et les communautés hôtes des zones d'intervention vivent en harmonie et en améliorant leurs conditions de vie.

Zones d'intervention



Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- **5 545** bénéficiaires directs d'interventions de réconciliation et/ou de prévention de conflit comme la formation, la sensibilisation ou autre activités socio-éducatives (indicateur 2.4)
- **3 253** femmes/jeunes filles ayant bénéficié d'activités d'autonomisation socioéconomique (indicateur 2.1)
- **4 175** individus ont été soutenus dans leur bancarisation (indicateur 3.7)
- **382** personnels d'OSC ont suivi des activités de renforcement des capacités en lien avec la cohésion sociale et les aspects psycho-sociaux (indicateur T.4)

MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

En 2022, le projet s'est focalisé sur la composante d'appui psychosocial et la promotion de la cohésion sociale (organisation de séances de sensibilisation, réunions de rappel pour les comités de gestion des conflits, ateliers sur l'éducation à la paix). En même temps, les travaux HIMO dans les préfectures de la Mambéré Kadéï et Sangha Mbaéré ont été lancés et finalisés. L'accompagnement des agriculteurs et des éleveurs pour la mise en œuvre de bonnes pratiques s'est poursuivi jusqu'à la fin du projet. Les activités du projet ont été terminées le 20 mars 2022.



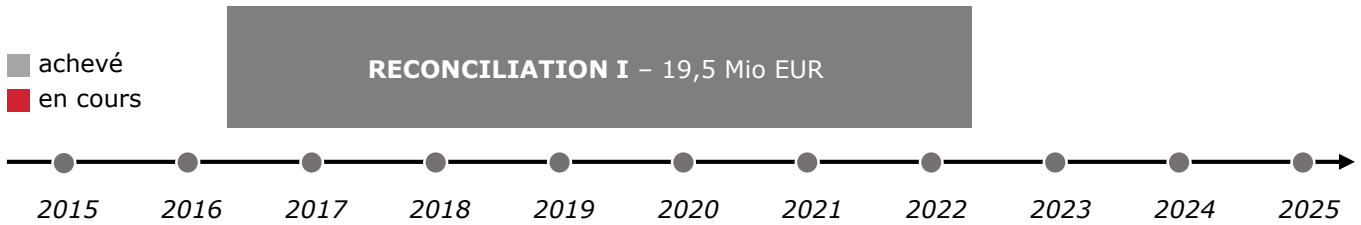
Cercle de confiance réalisé par les participants lors de l'atelier de formation sur la Guérison de Traumatisme, Cohésion Sociale, et Gestion des conflits, 14 mai 2019.

RECONCILIATION II

Programme d'appui à la réconciliation et la paix en RCA II

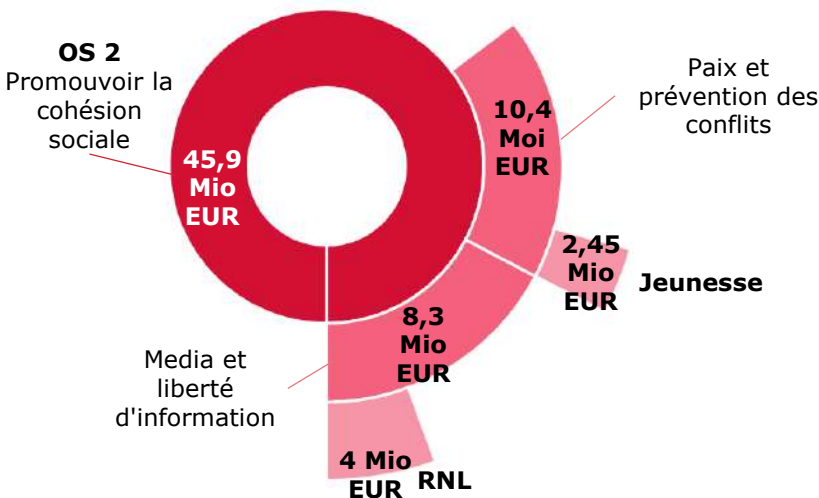
Le programme RECONCILIATION II est le deuxième programme financé par le Fonds Bêkou pour promouvoir la réconciliation et la paix en République Centrafricaine.

RECONCILIATION II – 6,5 Mio EUR



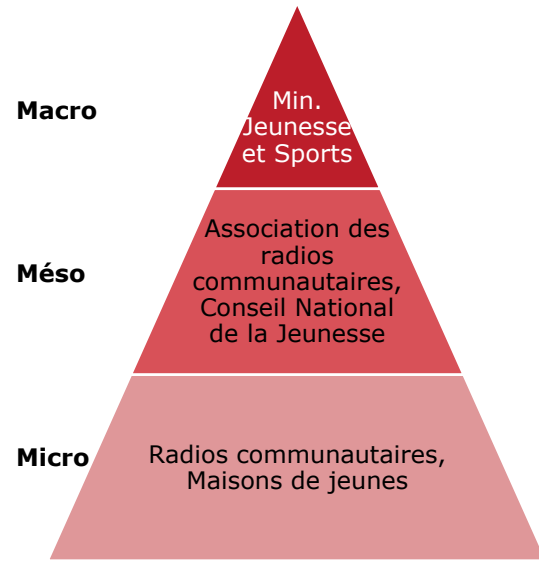
Le programme RECONCILIATION II est composé de deux projets:

- **Masséka békou ti Bé-Afrika**, centré sur la jeunesse, mis en œuvre par COOPI.
- **Radio Ndéke Luka** appuie les radios centrafricaines, mis en œuvre par Fondation Hirondelle.

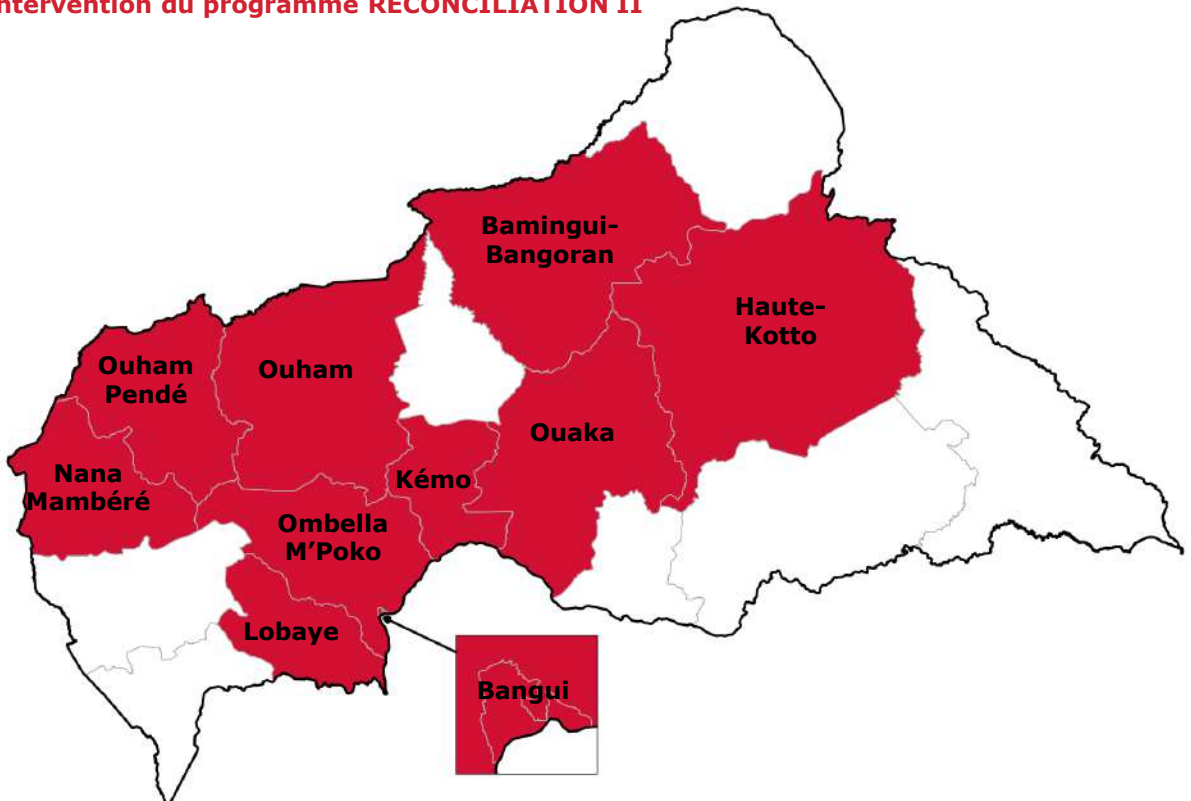


NB: Les autres montants sont consacrés à d'autres programmes/projets de l'OS.

Cadre institutionnel



Zones d'intervention du programme RECONCILIATION II



PROJET FINANCÉ SOUS RECONCILIATION II

Jeunesse, espoir de la Centrafrique : Masséka békou ti Bé-Afrika

Le projet « Masséka békou ti Bé-Afrika » contribue à une meilleure participation des jeunes au relèvement de la RCA et à la réconciliation. Le projet a deux composantes principales :

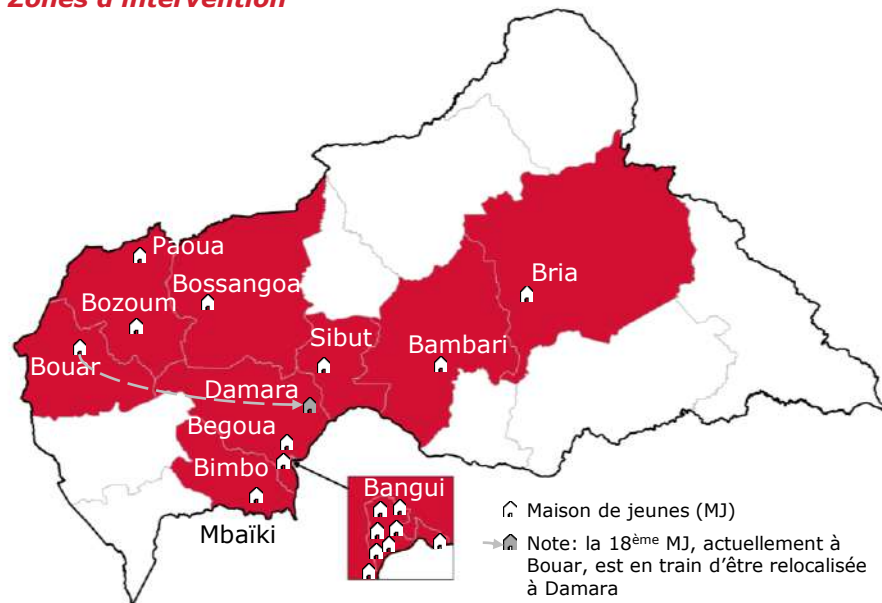
1. L'**autonomisation de 18 maisons de jeunes** (MJ) à travers des travaux de réhabilitation, des dotations en équipements, des formations aux équipes d'animation et de direction ; le coaching des agents de proximité ; et
2. Le **renforcement des capacités des institutions représentant la jeunesse** - le Ministère en charge de la promotion de la jeunesse, des sports et de l'éducation civique et le Conseil National de la Jeunesse Centrafricaine qui est la plateforme des organisations de la jeunesse en RCA.

Budget 2,45 Mio EUR
Secteur Paix et prévention des conflits
Dates 22/07/2021 – 21/01/2024 (30 mois)

Mise en œuvre
COOPI
Avec l'appui de l'ONG locale URU



Zones d'intervention



Résultats de l'étude de référence (2022)

- **48%** des jeunes ne sont pas satisfaits des horaires d'ouverture de la MJ
- **moins de la moitié** des jeunes sont satisfaits/très satisfaits des activités auxquelles ils ont participé
- seuls **27%** des jeunes interrogés jugent satisfaisante la gestion actuelle de leur MJ
- les **18 MJ** comptent plus de **780** associations membres

Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

24 personnels d'organisations de la société civile ont bénéficié d'activités de renforcement de capacités (indicateur T.4)

MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

Au cours de l'année 2022, **le projet s'est déployé dans les maisons de jeunes de l'intérieur du pays** après avoir débuté dans celles du grand Bangui en 2021. Il a aussi :

Au niveau des 17 maisons de jeunes :

- ✓ Élaboré des contrats de performance avec une dotation permettant de financer les activités prévues dans le **plan d'action annuel** de chaque MJ, validé par le Ministère.
- ✓ Formé les **moniteurs en alphabétisation** ; certains ont pu commencer les activités pour les jeunes analphabètes.
- ✓ Identifié les enseignants et les apprenants **des cours d'informatique**, qui commenceront début 2023.
- ✓ Organisé l'élection des **comités de gestion** qui permettent d'améliorer la participation des jeunes dans la gouvernance des maisons de jeunes.
- ✓ Mené une évaluation pour estimer les **besoins en réhabilitation** et lancé l'appel d'offre qui doit permettre aux bâtiments d'être plus fonctionnels.
- ✓ Doté les MJ en **équipements** (meubles, jeux, etc.)
- ✓ Finalisé l'étude **baseline** qui permettra de suivre les résultats du projet.

Au niveau de l'appui aux institutions de jeunesse :

- ✓ Organisé un **atelier de renforcement des capacités** des membres du ministère et du CNJ.
- ✓ Doté la DGJ en **équipements** (ordinateurs, imprimantes).
- ✓ Appuyé le CNJ dans l'organisation des activités autour de la **journée internationale de la jeunesse**.

TÉMOIGNAGE

Octavie, bénéficiaire des cours d'alphabétisation dans la MJ du 4^e arrondissement de Bangui

« Quand j'ai eu mon concours d'entrée en 6^{ème} et le BEPC, mon père a rendu l'âme et depuis ce jour j'ai quitté les bancs de l'école. [...] Grâce à ce cours, j'ai beaucoup appris. Je me suis souvenu de mes anciens cours. Et aujourd'hui je sais lire et écrire, et j'ai 10/10 en dictée. Je n'aimerai pas que cet apprentissage s'arrête ici. J'aimerai continuer et suivre une formation spécialisée. Peut-être que je deviendrais une aide accoucheuse, ou que je travaillerais dans l'hôtellerie ou la couture pour avoir un meilleur avenir ».



Le projet vise à appuyer un dialogue et une cohésion sociale accrus pour accompagner le processus de paix et réconciliation. Grâce à la **Radio Ndeke Luka (RNL)**, les Centrafricains reçoivent **des informations professionnelles, neutres et impartiales**. RNL émet en direct 24h/24 et 7 jours/7 en français et en sango, sur une grande partie du territoire national grâce à 12 émetteurs FM et une diffusion en ondes courtes. Elle accompagne aussi **12 radios communautaires** qui rediffusent chaque jour son bloc d'information.

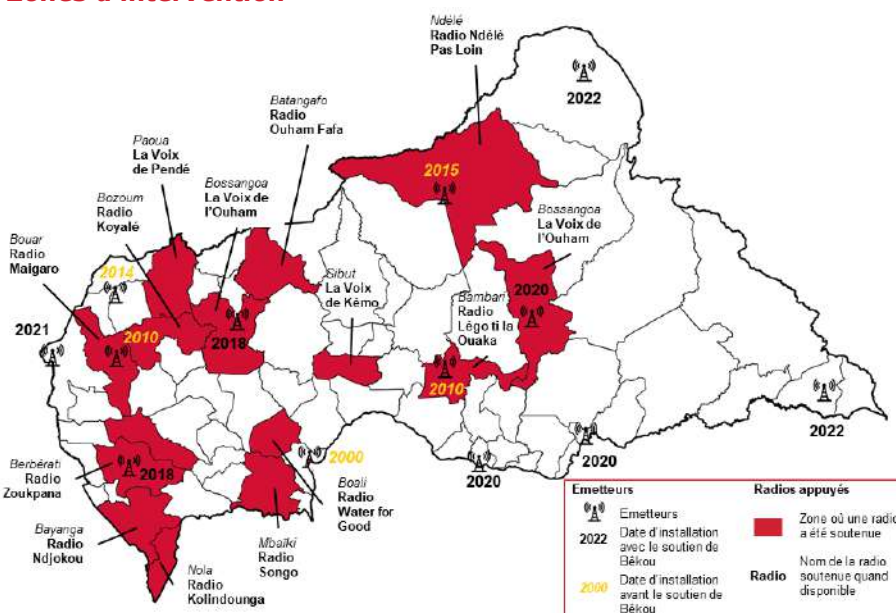
Budget 4 Mio EUR
Secteur Média et liberté d'information
Dates 01/07/2020 – 31/12/2023 (42 mois)

Mise en œuvre

Fondation Hironnelle



Zones d'intervention



Résultats de l'étude d'audience (2020-2021)

- **63%** de la population âgée de 15+ ans écoute RNL quotidiennement
- **84%** de la population 15+ ans écoute RNL chaque semaine

Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- **6** radio émetteurs radio installés
Depuis 2016 (phases I et II du projet), le Fonds Bêkou a soutenu l'installation de 11 émetteurs
- **12** médias directement appuyés. Le Fonds a soutenu 19 radios depuis son démarrage
- **76** personnels administratifs des radios, journalistes et techniciens formés

MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

Au niveau de la Radio Ndeke Luka :

- ☑ Assuré la **couverture des grands événements** de la vie publique en RCA (élections présidentielles et législatives, événements sportifs et culturels importants).
- ☑ Organisé des **formations continues à destination du personnel** de la RNL.
- ☑ Mis en place **5 clubs des auditeurs**, petites associations qui se réunissent mensuellement pour faire des retours sur les émissions diffusées pendant le mois écoulé.

Au niveau des radios communautaires :

- ☑ Organisé **11 co-productions** avec les radios communautaires et le Réseau des Médias Communautaires de Centrafrique (RMCC).
- ☑ Renforcé les **capacités managériales et techniques** des membres des 12 radios communautaires et du RMCC.
- ☑ Renforcé les **capacités journalistiques** du personnel des radios communautaires appuyées.
- ☑ Mis en place un **système de fiche de gouvernance** des radios communautaires.
- ☑ Formé un **pool de coaches** et organisé des séances de coaching de pair à pair.

TÉMOIGNAGE

Alain Gassingoua, auditeur de RNL depuis l'installation de l'antenne relai à Obo en avril 2022

« Dans la ville, on écoutait Radio Ndeke Luka que par moment et parfois pendant moins de 30 minutes via la radio communautaire Zéréda. Avec l'installation de son émetteur relais, l'écoute est permanente. Je suis très content de recevoir les signaux de Radio Ndeke Luka en FM aujourd'hui à Obo ».



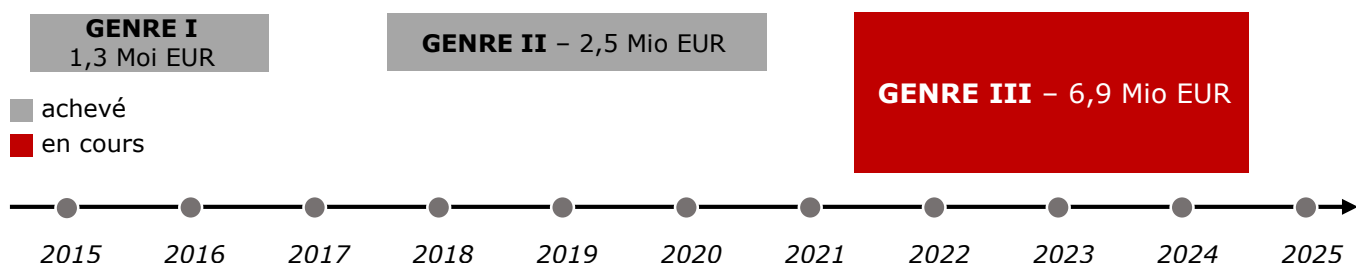
Animation des après-midis de Radio Ndeke Luka par Bertille Ghislaine Hamazoda

Actuellement, le projet est en cours de recrutement de correspondants en région pour redynamiser leur réseau.

GENRE III

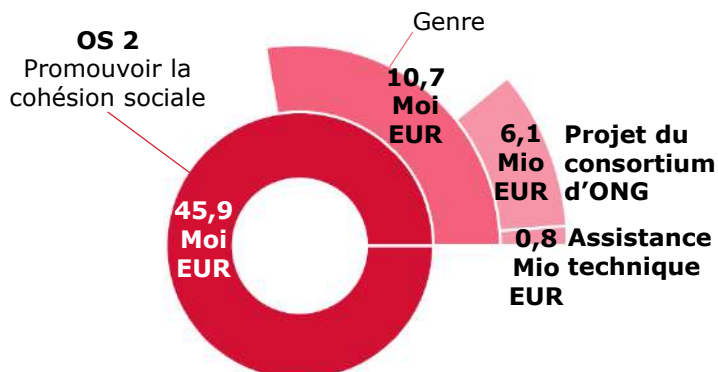
Programme d'appui à la lutte contre les violences basées sur le genre en République centrafricaine – phase III

GENRE III est la **troisième phase du programme** financé par le Fonds Bêkou pour adresser les questions de genre en République centrafricaine. Elle est **ciblée sur la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG)**.



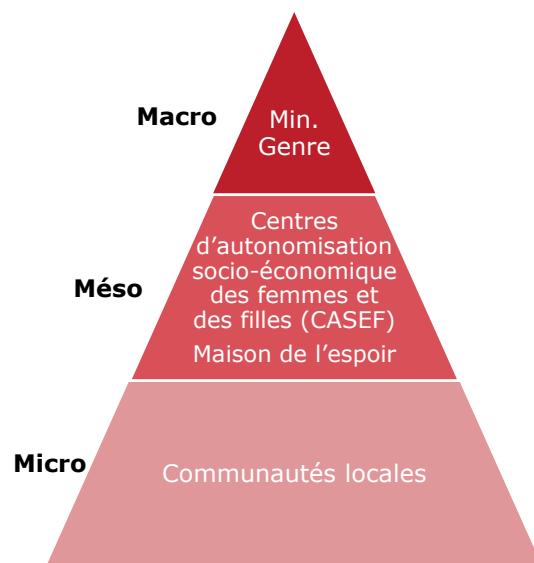
Le programme GENRE III est composé de 2 projets:

- **Les femmes et les filles créent le futur**, centré sur la prévention et la prise en charge des violences basées sur le genre, mis en œuvre par un consortium d'ONG mené par IRC.
- **Assistance technique** au Ministère de la promotion du Genre et de la Protection de la Femme, de la Famille et de l'Enfant (MPGPFFE), mis en œuvre par Particip / EuroPlus.

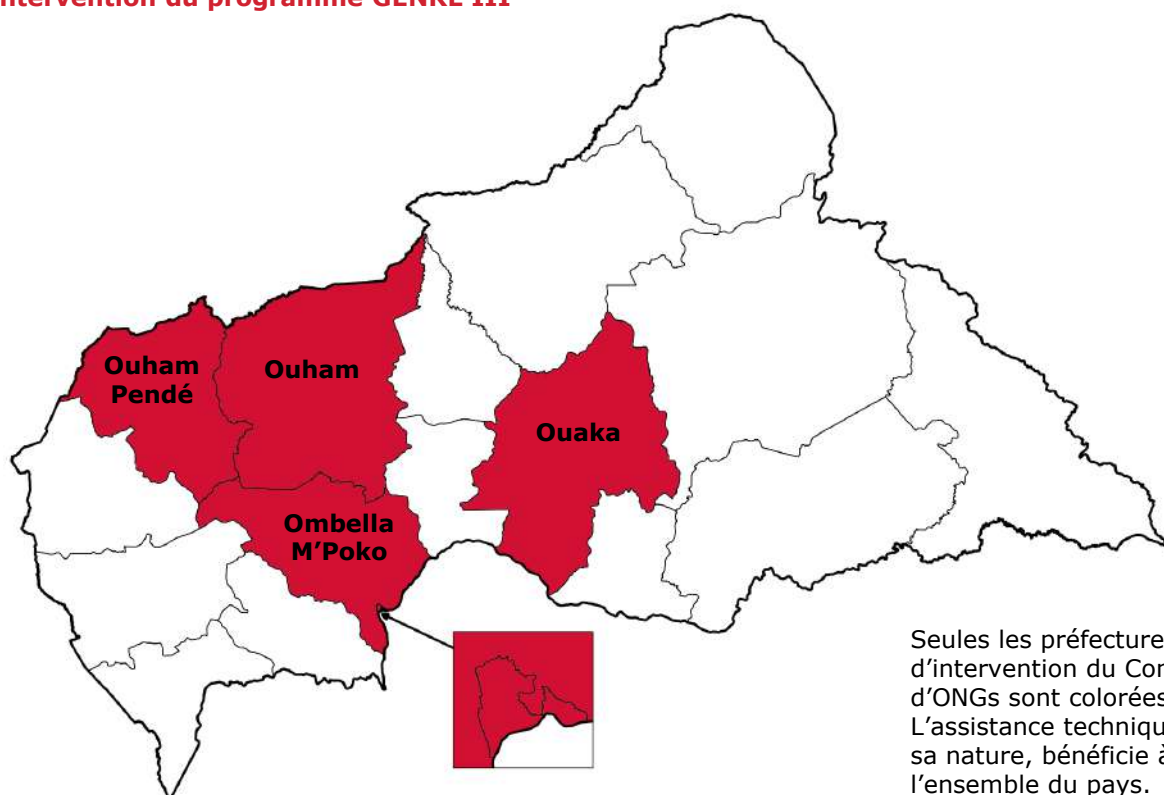


NB: Les autres montants sont consacrés à d'autres programmes/projets de l'OS.

Cadre institutionnel



Zones d'intervention du programme GENRE III



Seules les préfectures d'intervention du Consortium d'ONGs sont colorées. L'assistance technique, de par sa nature, bénéficie à l'ensemble du pays.

PROJET FINANCÉ SOUS GENRE III

Les femmes et les filles créent le futur

Le projet « Les femmes et les filles créent le futur » vise à améliorer la prise en charge des survivantes de violence basées sur le genre (VBG). Les communautés locales sont sensibilisées afin de créer un environnement où les VBG ne sont pas tolérées. Le projet a deux composantes principales :

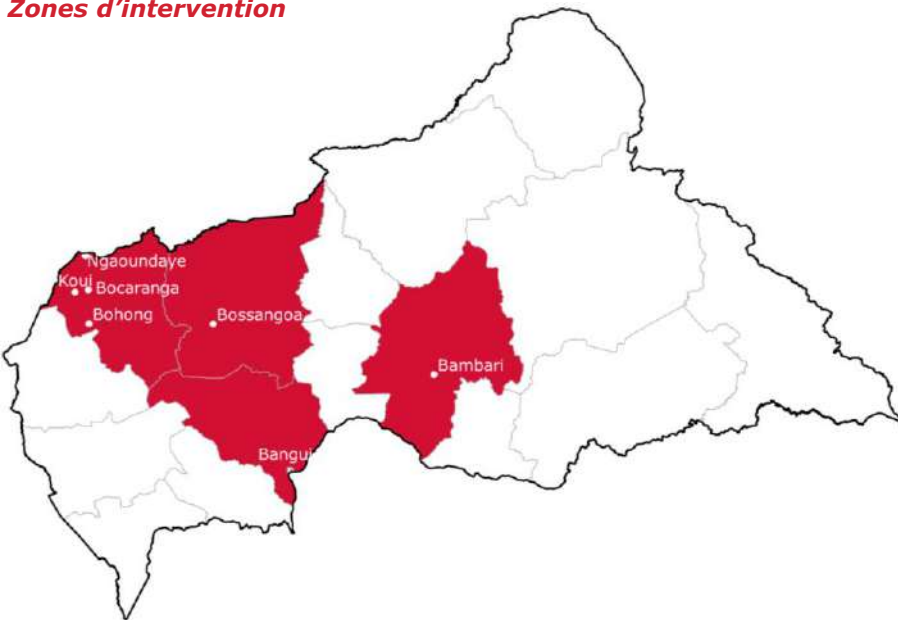
1. L'**appui aux structures de prise en charge des survivantes de VBG** à travers des formations aux équipes et des accompagnements long terme, des dotations en équipement, travaux de réhabilitation, l'appui à une meilleure coordination entre les acteurs concernés ; et
2. Le **renforcement des capacités du ministère** (MPGPFFE) pour la coordination et le suivi des actions de lutte contre les VBG.

Budget 6,10 Mio EUR
Secteur Genre
Dates 23/06/2021 –
22/06/2024 (36
mois)

Mise en œuvre
Consortium de 4 ONGI
mené par IRC
Avec l'appui de
huit ONG locales



Zones d'intervention



Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- **3 065** survivantes de violences basées sur le genre bénéficiant d'une prise en charge (indicateur 2.2)
- **59 442** membres de la communauté et personnes vulnérables aux violences sensibilisés sur VBG (indicateur 2.4)
- **158** survivantes de VBG soutenues pour développer des activités génératrices de revenu (indicateur 3.4)
- **1 542** survivantes de VBG organisées au sein d'associations villageoises d'épargne et de crédit AVEC (indicateur 3.7)

MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

Au cours de l'année 2022, le projet a :

- ☑ Apporté une assistance d'urgence à 2 832 survivantes en offrant à chacune un **appui psychosocial**.
- ☑ **Référé**, selon la situation, les survivantes qui avaient besoin d'une assistance médicale, de soins spécialisés pour leur santé mentale ou une assistance juridique, à des institutions compétentes.
- ☑ **Appuyé des centres** offrant une prise en charge holistique aux survivantes, tels que les CASEF de Ouango et Bimbo et la Maison de l'espoir à Bangui.
- ☑ Offert aux survivantes et, plus largement, aux personnes vulnérables un **appui socio-économique** : séances d'alphabétisation (1 563 bénéficiaires), appui économique rapide, appui à la mise en place d'activités génératrices de revenus, inclusion dans une association villageoise d'épargne et de crédit.
- ☑ **Sensibilisé près de 49 000 personnes** pour que les VBG ne soient plus tolérées dans les communautés.
- ☑ Harmonisé les pratiques au sein des ONG membres du consortium concernant la gestion des données et le suivi-évaluation.

En raison de la situation sécuritaire et des pénuries de carburant, l'accès aux bénéficiaires a constitué un défi pour le projet qui a répondu à ces contraintes de deux manières différentes :

- ♻ Dans certaines zones, comme dans l'Ouham Pendé, le projet n'a pas eu d'autre choix que de reporter les activités.
- ♻ Dans d'autres, comme la zone de Ngaoundaye où sévissait un groupe armé, le consortium a réussi à faciliter le transport des bénéficiaires vers Bocaranga.

TÉMOIGNAGE

Annie, survivante de VBG accueillie dans un CASEF soutenu par le projet

« J'ai vu beaucoup d'atrocités, mais enfin je suis bien accueillie. Maintenant mon esprit est ouvert, j'ai appris beaucoup de choses et je me sens libérée de mes traumas. »




© Fonds Békou

Retrouvez sur notre site [l'histoire d'Annie*](#) et de son amie Noémie*.

* Les prénoms ont été changés pour des raisons de protection

Budget 0,76 Mio EUR
Secteur Genre
Dates 07/04/2021 – 06/01/2024 (33 mois)

Mise en œuvre par EuroPlus, membre du consortium Particip 

L'Assistance Technique (AT) s'inscrit dans le cadre du programme GENRE III, visant à réduire les violences basées sur le genre.

Elle est constituée d'un assistant technique senior basé au sein du Ministère de la Promotion du Genre et de la Protection de la Femme, de la Famille et de l'Enfant (MPGPFFE). Elle appuie également plusieurs expertises court terme pour renforcer les capacités du Ministère en réponse à des besoins spécifiques.

MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

Au cours de l'année 2022, le projet a :

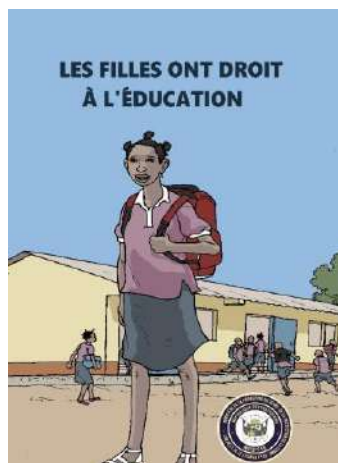
- ☑ Organisé diverses **activités de renforcement des capacités** telles qu'un atelier sur la participation politique des femmes et un séminaire sur les défis de l'adhésion des communautés à la stratégie nationale de lutte contre les VBG. Des modules de formation sur l'égalité de genre et la lutte contre les VBG à destination de l'enseignement fondamental et secondaire ont été élaborés. A l'occasion des 16 jours de l'activisme, des personnels des Ministères ont été sensibilisés sur le harcèlement sexuel dans le milieu professionnel.
- ☑ Mené un **projet d'organigramme**, sur la base du diagnostic institutionnel mené en 2021. Ce dernier, qui avait montré une insuffisance en personnel, **a conduit au recrutement de personnels additionnels** qui ont été nommés en 2022. Suite à des négociations, la Banque mondiale a accepté de payer ces agents pendant 18 mois.
- ☑ Organisé pour le Ministère **2 missions de suivi** du projet du Consortium d'ONG « les femmes et les filles créent le futur » : l'une à Bambari en présence de la Ministre et l'autre à Bossangoa.
- ☑ Appuyé les 16 jours d'activisme organisés par le Ministère et les acteurs du secteur dans le cadre de la campagne internationale de lutte contre les VBG. Dans ce cadre, des **matériels de sensibilisation ont été conçus** dont des BD pour les scolaires et des vidéos.
- ☑ Soutenu la validation du document de **stratégie nationale d'autonomisation économique des femmes**, pour permettre la mobilisation de fonds auprès d'autres bailleurs.
- ☑ Contribué à l'**opérationnalisation du comité de coordination** sectorielle (CCS) du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPA) sur Genre, VBG et Femmes, Paix et Sécurité, co-présidé pour l'année 2022 par le MPGPFFE et la Délégation de l'Union européenne.

Résultat en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- **1 576** agents du ministère formés (indicateur T.2)

TÉMOIGNAGE

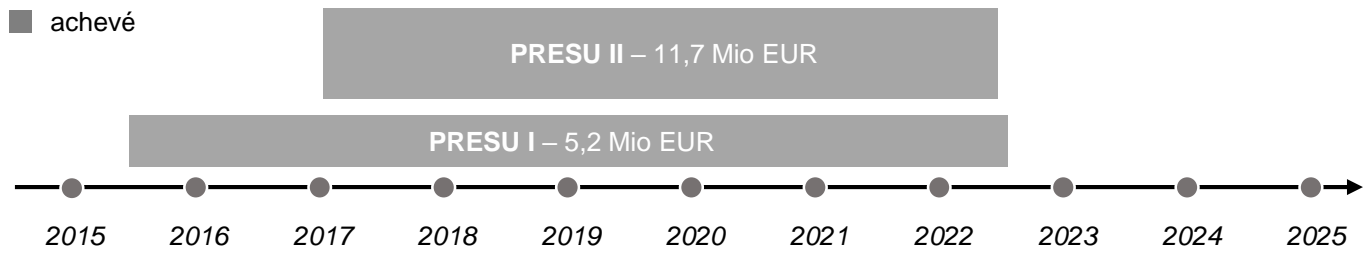
Des **bandes dessinées**, réalisées par le dessinateur centrafricain Florent Kassai, vont être distribuées auprès des élèves pour aborder les questions de scolarisation des filles, du mariage forcé et du harcèlement sexuel en milieu professionnel. Un message de sensibilisation imprimé sur la dernière page, donne des conseils pratiques aux potentielles survivantes de VBG.



PRESU I & II

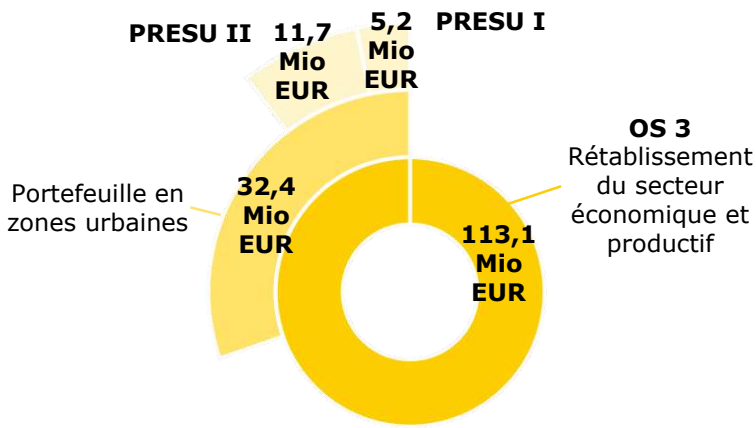
Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain

Le programme PRESU est financé par le Fonds Bêkou en deux phases pour améliorer la situation économique et sociale des quartiers défavorisés de la ville de Bangui.



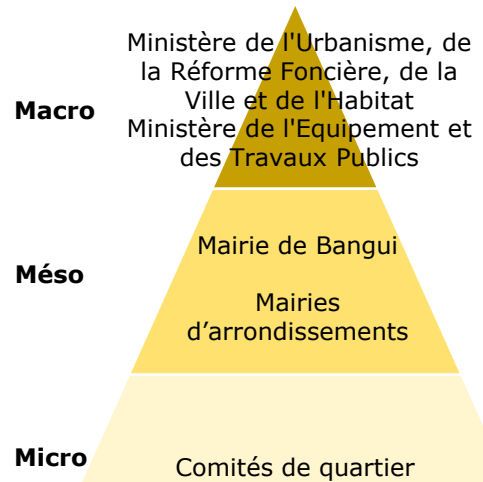
NB: Le PRESU a également bénéficié d'autres financements, mais seuls les financements Bêkou (partenaire principal) sont présentés ici.

Le programme PRESU est mené en deux phases, toutes deux mises en œuvre par l'AFD. Le programme consiste à améliorer la cohésion sociale et l'environnement urbain à travers la construction d'infrastructures socio-économiques et de services à Bangui.

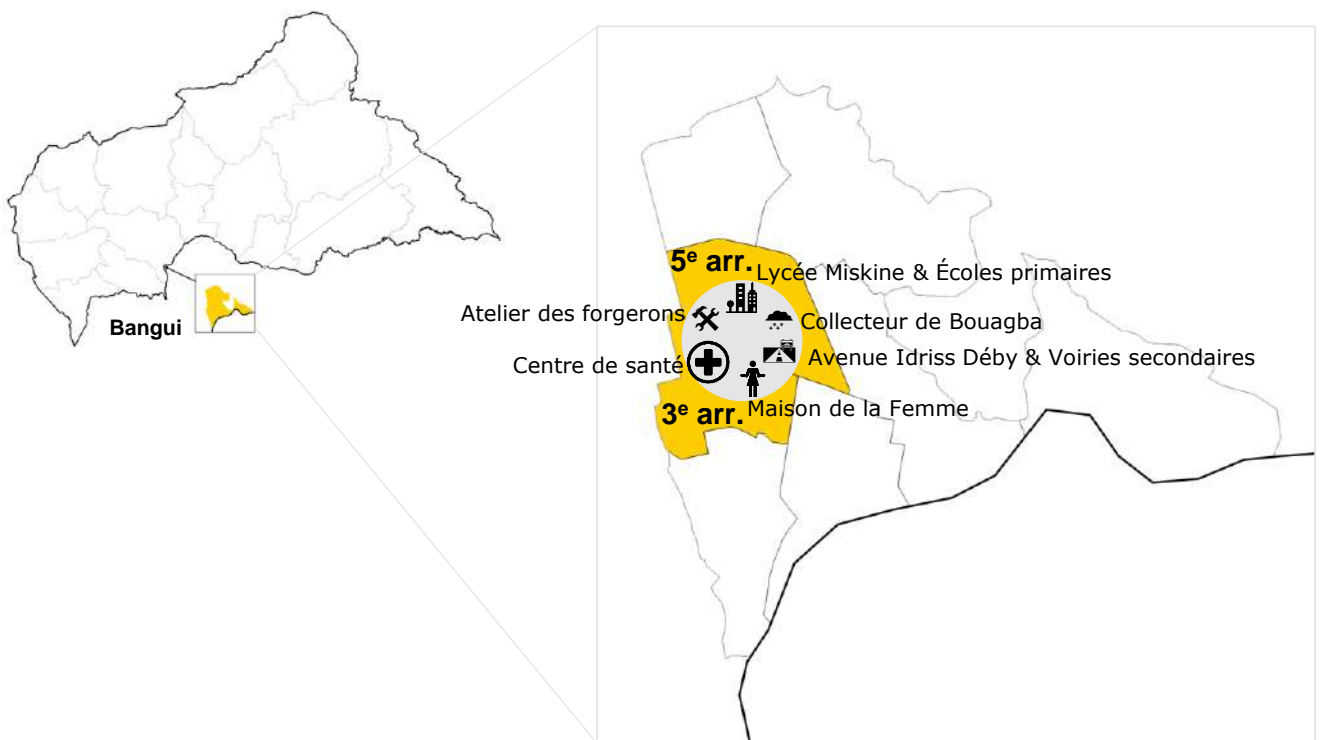


NB: Les autres montants sont consacrés à d'autres programmes/projets de l'OS.

Cadre institutionnel



Zones d'intervention du programme PRESU: Bangui 3^{ème} et 5^{ème} arrondissements



PRESU I & II

Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain

Les interventions dans le cadre des deux phases du PRESU visent à permettre le retour de l'action publique par l'amélioration de l'environnement social et urbain des quartiers précaires de Bangui et à favoriser la reconstruction économique des ménages selon l'approche des Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (THIMO).

MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

Au cours de l'année 2022, le projet a finalisé les derniers ouvrages et aménagements, notamment: l'Avenue Idriss Déby; le collecteur de Bouagba et le Centre de santé urbain Mamadou M'Baïki. Cela a permis d'améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers des 3e et 5e arrondissements à Bangui (est. 70 000 personnes).

PRESU I

Budget 5,2 Mio EUR (financement Bêkou)

Secteur Infrastructure

Dates 01/06/2015 – 31/05/2022 (84 mois)

PRESU II

Budget 11,7 Mio EUR (financement Bêkou)

Secteur Infrastructure

Dates 01/01/2017 – 30/04/2022 (64 mois)

MISE EN ŒUVRE



Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- **14** espaces publics/bâtiments administratif réhabilités, construits ou élargis (indicateur T.5)
- **5 134** personnes recrutées dans le cadre des chantiers THIMO (indicateur 3.5)
- **4 902** personnes ont bénéficié directement des interventions visant spécifiquement à soutenir la réconciliation post-conflit et/ou la prévention de conflit (indicateur 2.4)



Réhabilitation de l'Avenue Idriss Deby dans le 3ème arrondissement de la ville de Bangui

PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ÉVALUATION EXTERNE DU PRESU

L'évaluation finale du PRESU a eu lieu en 2022, avec une mission de terrain en septembre. Selon l'équipe de consultants indépendants, compte tenu des défis sécuritaires et opérationnels :

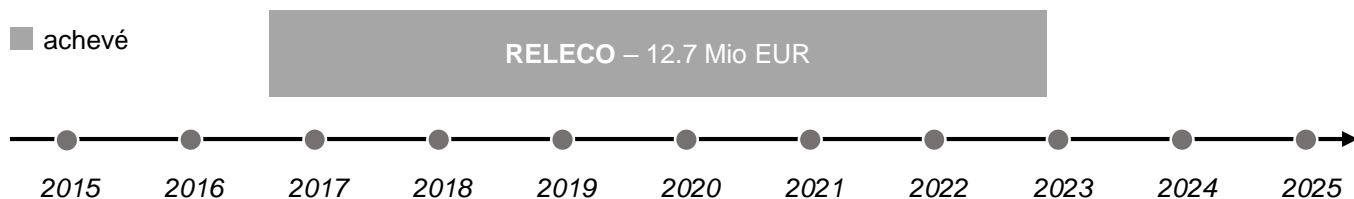
- la **pertinence** et la **cohérence** du programme sont **excellentes**.
- les **résultats** obtenus sont globalement **satisfaisants**.
- l'**efficacité** du PRESU a été **marquée par les retards techniques** et/ou liés à l'insécurité, ainsi que par **l'augmentation des coûts** des matières premières.
- la **durabilité** des acquis reste influencée par l'**instabilité récurrente**, l'**appropriation limitée**, les **faibles moyens d'entretien** et les capacités institutionnelles à renforcer.

Les points d'attention à considérer après la fin de l'intervention sont : (i) la **capitalisation** des processus et apprentissages réalisés ; (ii) la **protection du patrimoine** ; et (iii) la **valorisation des acquis**. Ces aspects peuvent accompagner la mise en œuvre de la Vision 2050 du gouvernement, les actions du Programme indicatif 2021-2027 de l'UE, et la stratégie de sortie du Fonds Bêkou en RCA.

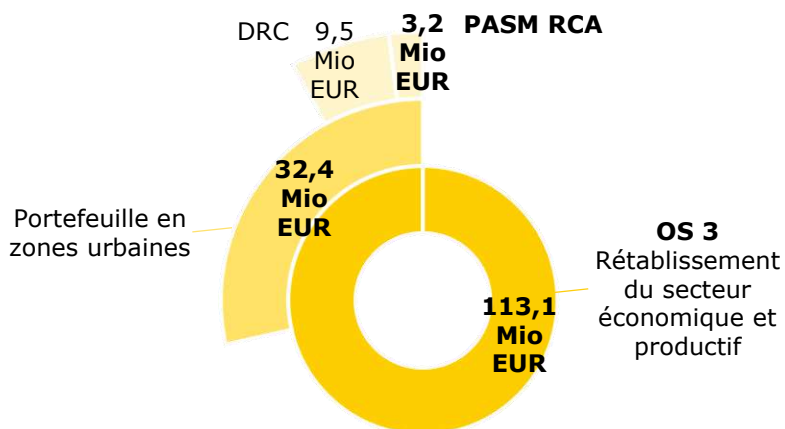
RELECO

Programme de relance économique et d'autonomisation des acteurs économiques centrafricains

Le programme RELECO est financé par le Fonds Bêkou pour promouvoir la relance économique et l'autonomisation des acteurs économiques centrafricains.

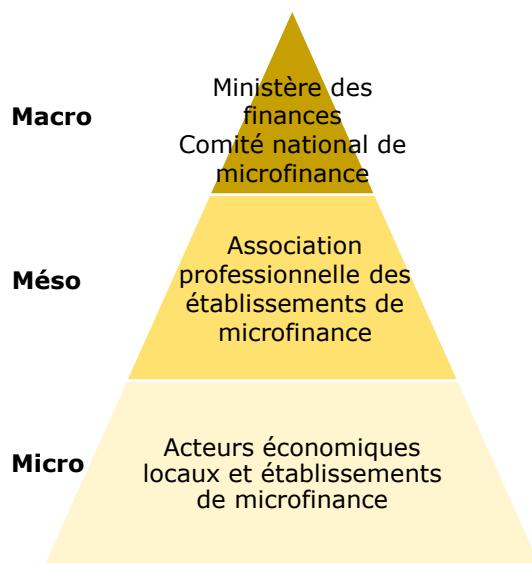


Le programme RELECO comprend deux projets dont l'un était actif en 2022. Le programme vise à soutenir la production, l'emploi et les revenus des acteurs économiques qui ont été affectés par la crise dans le pays, ainsi que d'assurer la disponibilité de services financiers pour ces mêmes bénéficiaires.

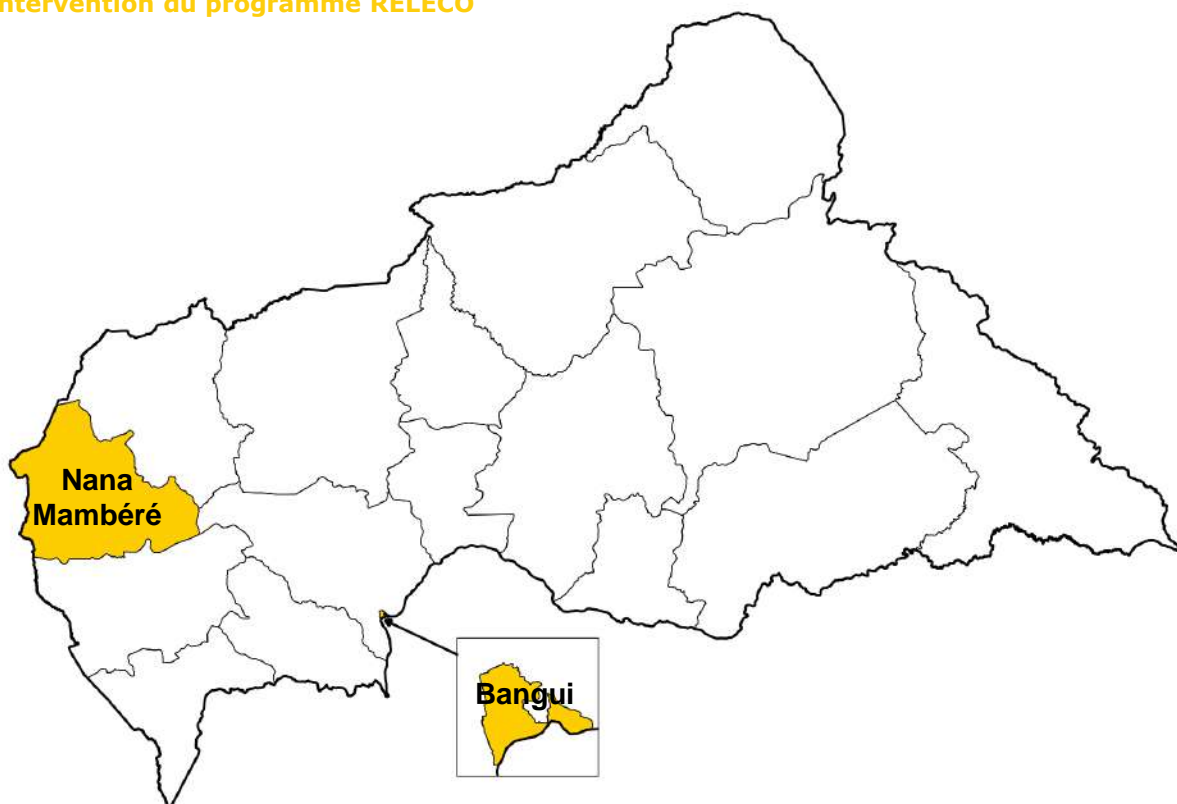


NB: Les autres montants sont consacrés à d'autres programmes/projets de l'OS.

Cadre institutionnel



Zones d'intervention du programme RELECO



Le projet PASM vise à assurer la disponibilité des services financiers de base aux entreprises et à la population centrafricaine ainsi qu’à contribuer au renforcement des capacités des principaux acteurs du secteur de la microfinance.

Budget 3,2 Mio EUR
Secteur Accès aux services financiers
Dates 13/06/2018 – 12/12/2022 (54 mois)

Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- **12 753** bénéficiaires avec accès au crédit (indicateur 3.7)
- **141** personnels administratifs des institutions publiques ou fournisseurs de services avec capacités renforcées (indicateur T.2)
- **9** femmes/jeunes filles bénéficiaires d’activités d’autonomisation socioéconomique (indic 2.1)

MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

Au cours de l’année 2022, le projet a :

- Finalisé les **travaux du siège** de l’Association professionnelle des établissements de microfinance (APEMF).
- Appuyé les établissements de microfinance** (EMF) partenaires et renforcé leurs systèmes d’information et de gestion.
- Finalisé les formations** des personnels d’agences de crédit.
- Conduit une **étude sur le secteur de la microfinance** en RCA.

PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L’ÉTUDE SUR LA MICROFINANCE CONDUITE PAR L’AFD

Dans le cadre du PASM, l’AFD a lancé une actualisation de l’état des lieux du secteur de la Microfinance dans le pays.

Cette étude a identifié les forces-faiblesses-opportunités-menaces (SWOT) du secteur. Sur cette base huit axes de réponse ont été proposés dans le rapport provisoire:

1. Développer l’offre de crédit aux MPME.
2. Développer des agences sans espèces en province.
3. Consolider les EMF ayant une pérennité et ouvertes à la collaboration.
4. Accompagner les EMF en grande difficulté.
5. Renforcer les capacités du personnel de l’ensemble des acteurs.
6. Sécuriser les surliquidités des AVEC.
7. Évaluer la faisabilité d’un réseau d’AVEC.
8. Renforcer le cadre institutionnel.

L’étude comporte un plan d’actions majeures à mener, assorties d’étapes à mettre en œuvre et du coût approximatif de chaque action.

Le rapport final est attendu en début 2023.

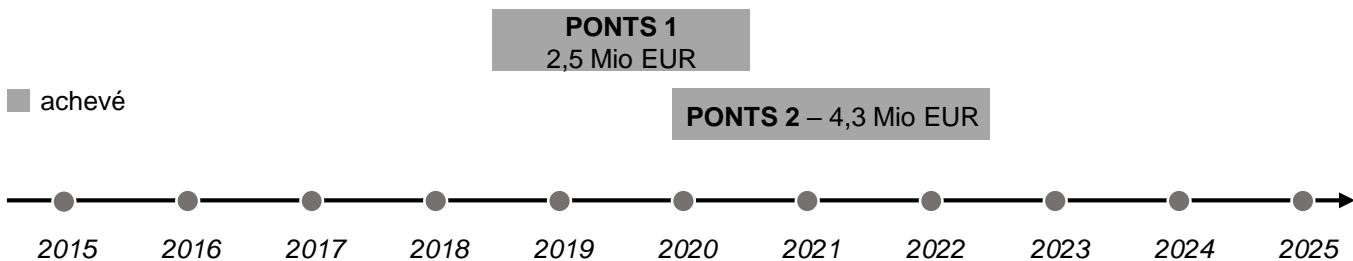
Mise en œuvre



PONTS

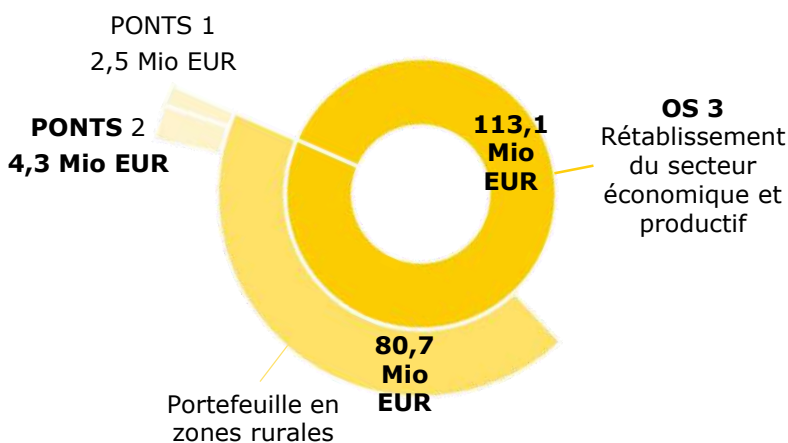
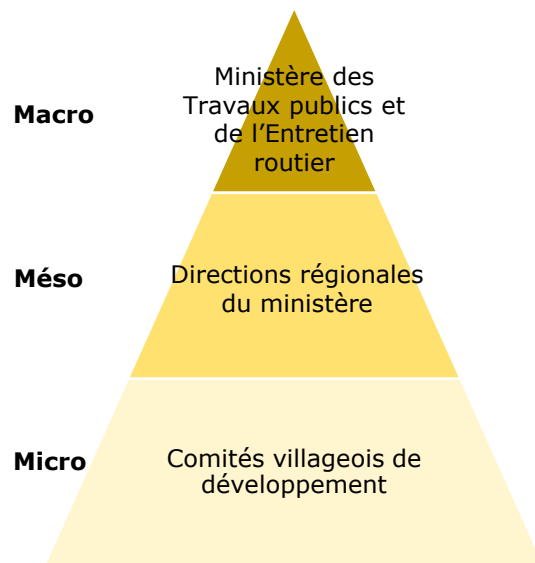
Programme de désenclavement des régions en République centrafricaine

Le programme de désenclavement des régions en RCA est financé par le Fonds Bêkou afin de favoriser le développement socio-économique des régions du pays via le désenclavement des territoires par l'installation de ponts métalliques.



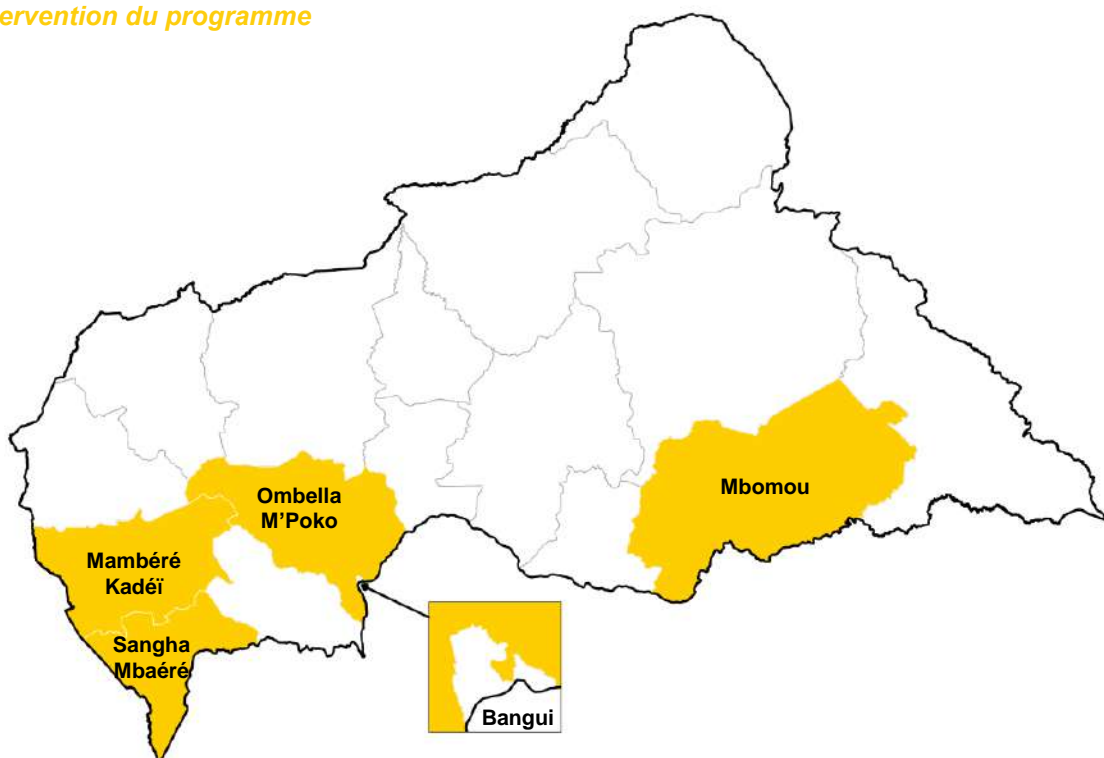
Le programme PONTs est composé de deux projets, une première phase de préparation et une seconde phase de mise en œuvre. Le programme PONTs vise à soutenir le désenclavement des zones d'interventions à travers la construction de ponts métalliques.

Cadre institutionnel



NB: Les autres montants sont consacrés à d'autres programmes/projets de l'OS.

Zones d'intervention du programme



PROJET FINANCÉ SOUS PONTS

PONTS 2 – Programme de désenclavement des régions en République centrafricaine

Le projet PONTS 2 vise à améliorer la qualité de circulation des convois de transport de marchandises et la libre circulation des biens et des personnes sur plusieurs axes stratégiques du pays. Il appuie également la formation des cadres et techniciens du ministère de tutelle au niveau central et déconcentré sur la maintenance des ouvrages.

Budget 4,3 Mio EUR
Secteur Infrastructure
Dates 16/12/2019 – 30/04/2022 (28,5 mois)

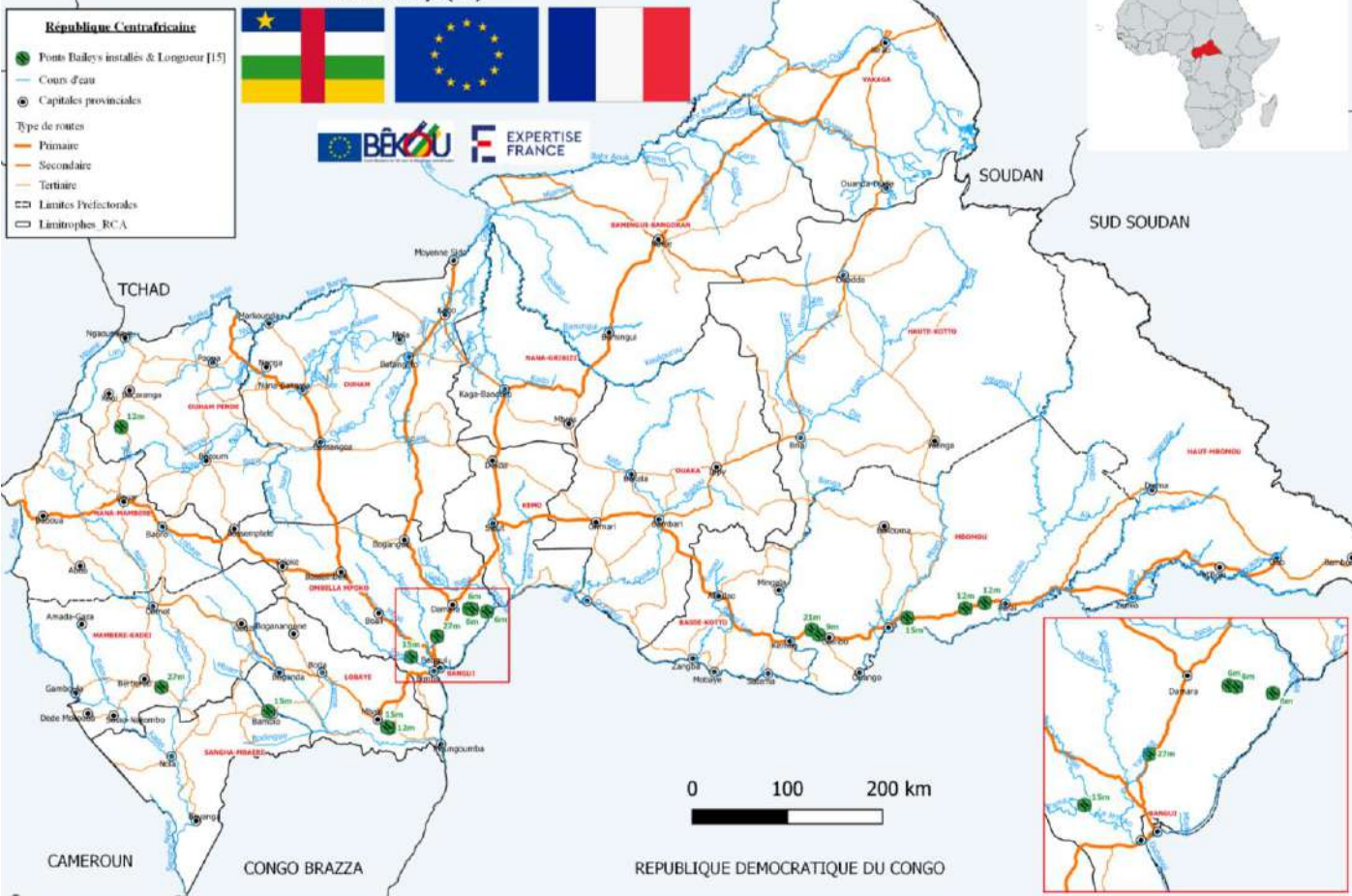
Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- 15 ponts construits (indicateur T.6)
- 26 ponts semi-définitifs réhabilités (indicateur T.5)
- 36 personnels administratifs des institutions publiques ou fournisseurs de services dont les capacités ont été renforcées (indicateur T.2)

Mise en œuvre



Projet de désenclavement en République Centrafricaine Ponts Bailey's (15)



MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

Au cours de l'année 2022, le projet a :

- ✓ Construit **quatre ponts supplémentaires**.
- ✓ Fait don au ministère des Travaux publics et de l'Entretien routier du **matériel pour la construction des ponts restants** à installer et des moyens pour la maintenance des ponts métalliques installés.
- ✓ Réalisés des **formations pour le renforcement de capacités du ministère** de l'Équipement et des Travaux Publics, et du ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale, dans le domaine de la gestion et conduite des travaux.
- ✓ Organisé une cérémonie de clôture pour présenter les principaux résultats de l'évaluation finale.

TÉMOIGNAGE

En mars 2022, le pont de PK14 a été inauguré en présence du Ministre chargé de l'Équipement et des Travaux publics, Guismala Amza. Les travaux réalisés ont mobilisé un total de 40 personnes pendant 15 jours. L'intervention a permis la réouverture de 1,2 kilomètres de pistes ainsi que la pose d'un pont de type Bailey de 15 mètres afin de relier le quartier PK14 à la périphérie nord de la ville de Bangui.

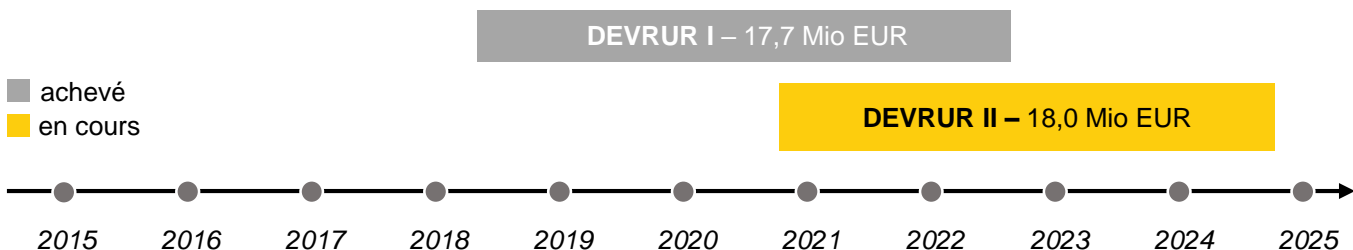


©Fafaadé Lokoussou

DEVRUR I

Programme de résilience rurale et de création d'emploi

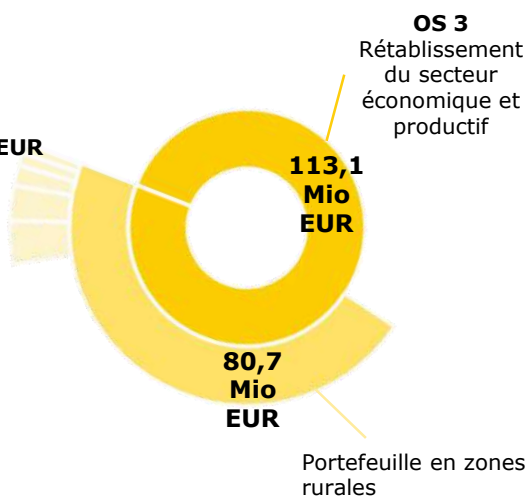
Le programme DEVRUR I est financé par le Fonds Bêkou afin d'appuyer la résilience en milieu rural et la création d'emplois en République centrafricaine.



Le programme DEVRUR I est composé de six projets, dont **deux sont actifs en 2022** : un projet mis en œuvre par IRAM et une assistance technique mise en œuvre par SOGEROM.

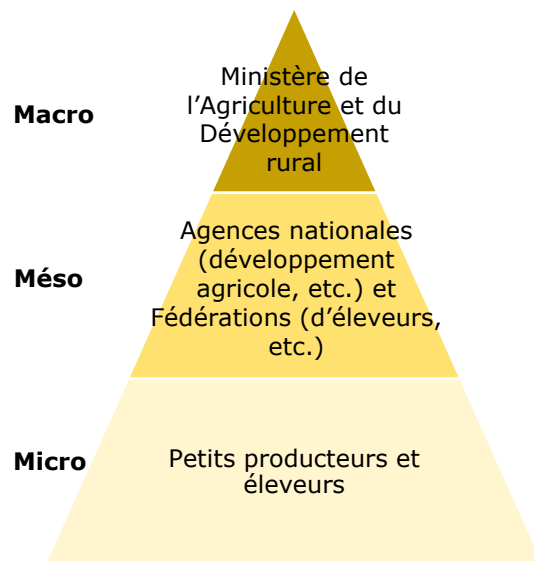
Le programme appuie la productivité du secteur agropastoral et vise à développer des emplois dans les filières prometteuses en milieu rural.

- IRAM 0,1 Mio EUR
- SOGEROM AT 1,5 Mio EUR**
- PAM 1,9 Mio EUR
- IRAM2 2,9 Mio EUR**
- DRC 5,0 Mio EUR
- WHH 6,3 Mio EUR

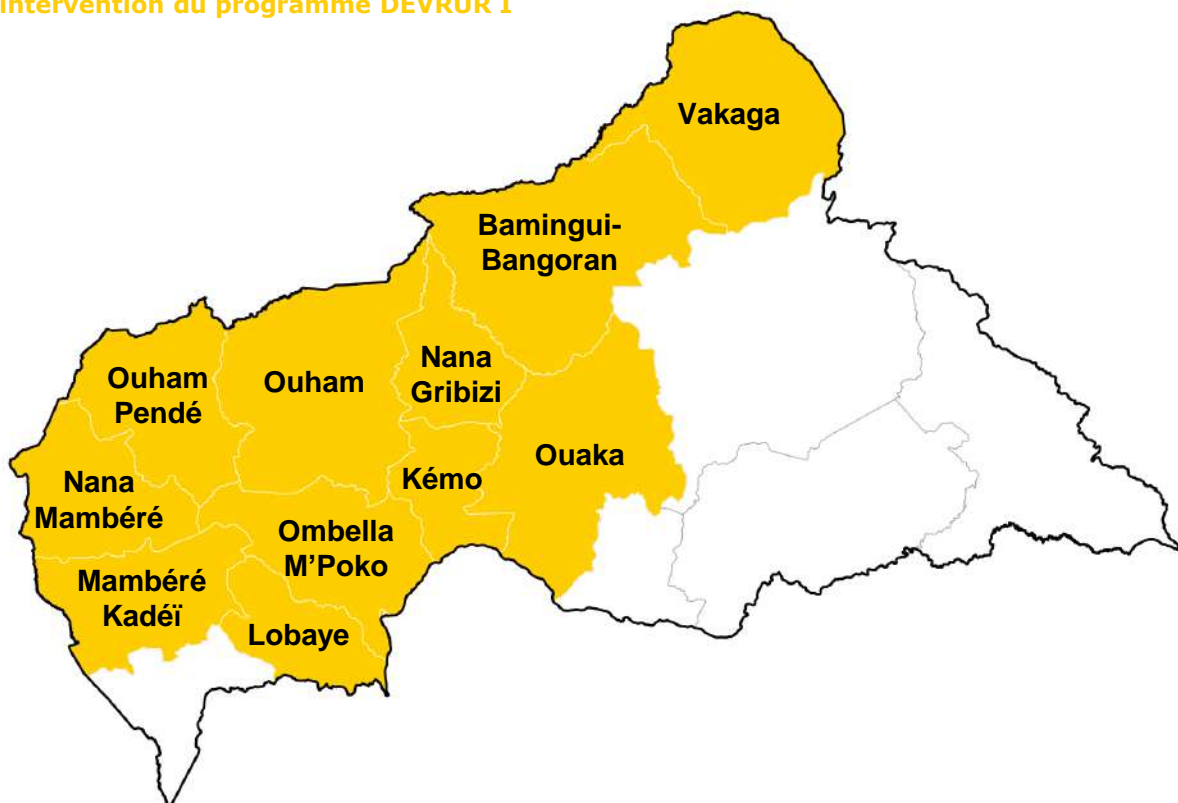


NB: Les autres montants sont consacrés à d'autres programmes/projets de l'OS.

Cadre institutionnel



Zones d'intervention du programme DEVRUR I



PROJET FINANCÉ SOUS DEVRUR I

Assistance technique à Bangui, République centrafricaine

Le projet DEVRUR I Sogerom AT vise à **faciliter le dialogue sectoriel et contribuer à la consolidation des politiques et des stratégies** durables agro-sylvo-pastorales en RCA.

Budget 1,5 Mio EUR
Secteur Développement rural
Dates 23/11/2018 – 22/02/2022 (39 mois)

Il a également pour objectif de **renforcer les ministères de tutelle dans les aspects opérationnels et organisationnels** afin de **faciliter la coordination** du secteur et le **retour des services publics sur le terrain**.

Mise en œuvre

SOGEROM SA

Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- **4 ministères** ont été renforcés dans leurs capacités (indicateur T.1) – il s'agit du ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR), du ministère de l'Élevage et de la Santé Animale (MESA), du ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) et du ministère des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche (MEFCP)
- **85 cadres** de ces ministères ont été formés dans les domaines des compétences managériales, de la communication, de la gestion axée sur les résultats, du budget-programme, de réflexions thématiques, ou encore de la rédaction de projets/programmes (indicateur T.2)

PROJET FINANCÉ SOUS DEVRUR I

Résilience rurale et création d'emploi

Le projet DEVRUR I IRAM 2 vise à **améliorer la productivité agricole et pastorale** afin de **renforcer la sécurité alimentaire**. Spécifiquement, il a apporté un appui en **renforcement de capacités aux cinq structures en charge du développement du secteur agro-pastoral** en RCA, notamment :

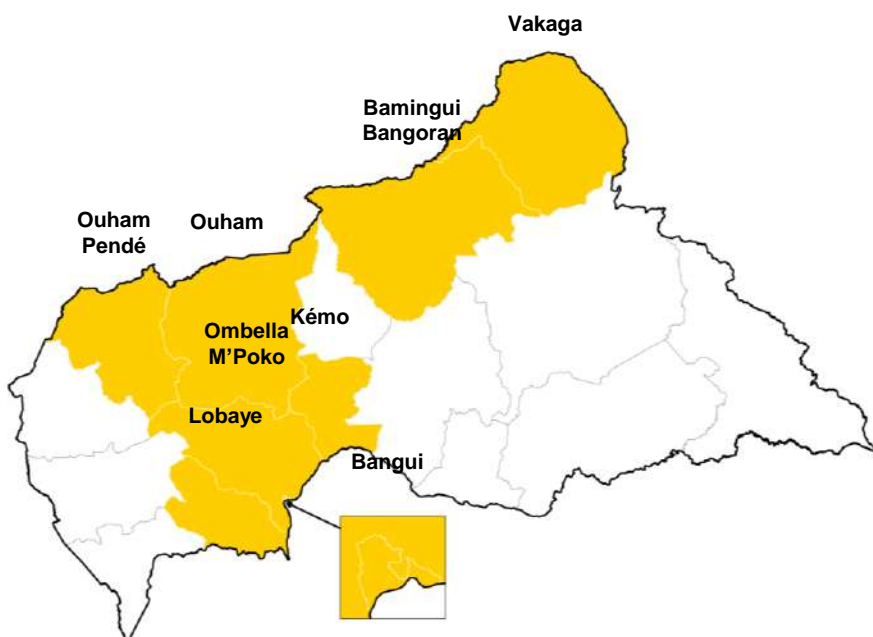
Budget 2,9 Mio EUR
Secteur Développement rural
Dates 08/01/2020 – 07/07/2022 (30 mois)

- l'Agence centrafricaine de développement agricole (ACDA).
- l'Agence nationale de développement de l'élevage (ANDE).
- l'Institut centrafricain de la recherche agronomique (ICRA).
- la Fédération nationale des éleveurs centrafricains (FNEC).
- la Chambre d'Agriculture, de l'Élevage, des Eaux, Forêts, Chasses, Pêches et du Tourisme (CAEEFCPT).

Mise en œuvre

iram

Zones d'intervention



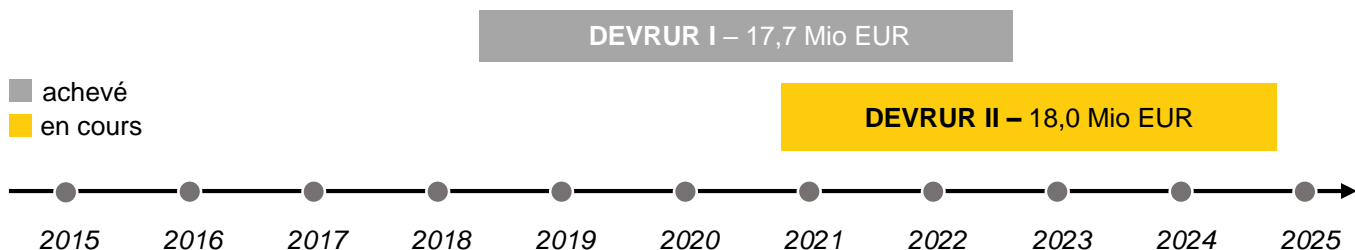
Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- **171** personnels administratifs des institutions publiques ou fournisseurs de services dont les capacités ont été renforcées (indicateur T.2)
- **15** structures/institutions publiques (y compris les ministères) qui ont été appuyées en équipement, formation ou autres activités de renforcement des capacités (indicateur T.1) – il s'agit des directions centrales et régionales des cinq structures précitées
- **6** dépôts d'intrants vétérinaires renforcés (indicateur O.13)

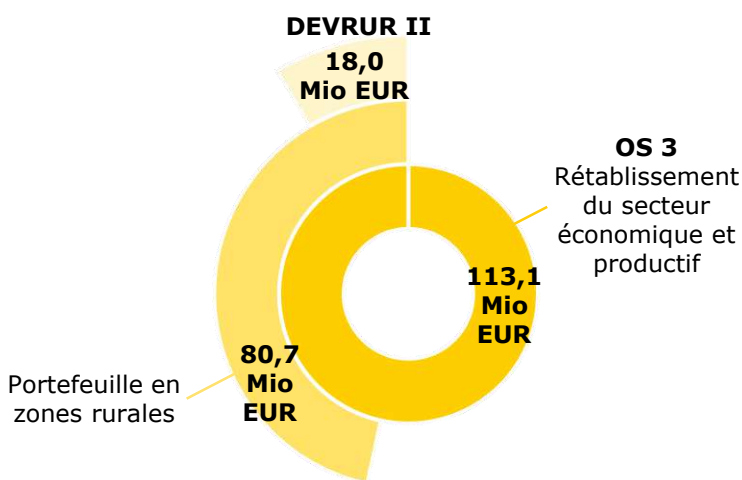
DEVUR II

Programme d'appui au développement rural - Ouvrir des perspectives d'avenir

Le programme DEVUR II est la seconde phase du programme d'appui au développement rural. Cette seconde phase se concentre sur la relance d'une dynamique socio-économique en milieu rural.

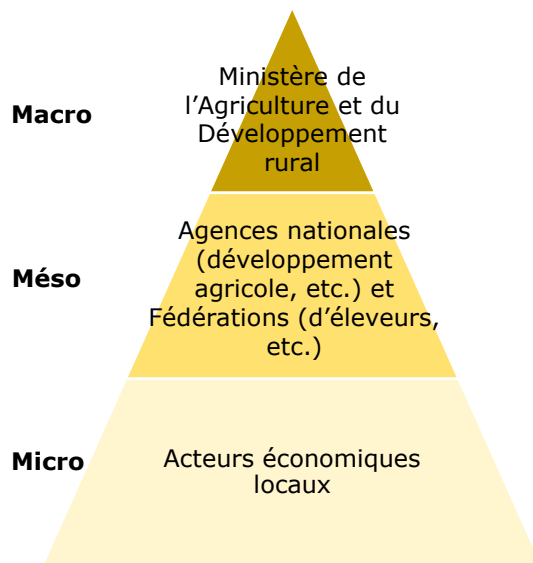


Le programme DEVUR II est composé d'un seul projet mis en œuvre par Enabel. Il vise à promouvoir la dynamique socio-économique des zones d'intervention à travers l'établissement d'agro-pôles.

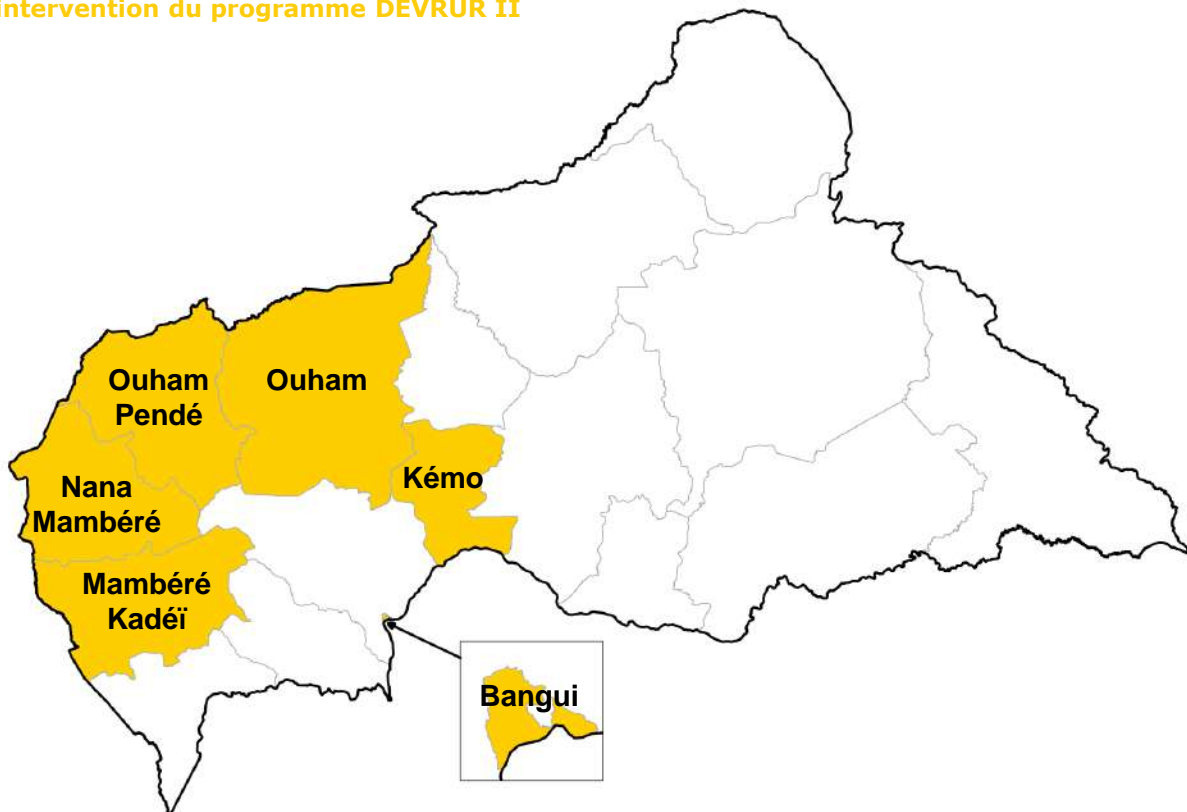


NB: Les autres montants sont consacrés à d'autres programmes/projets de l'OS.

Cadre institutionnel

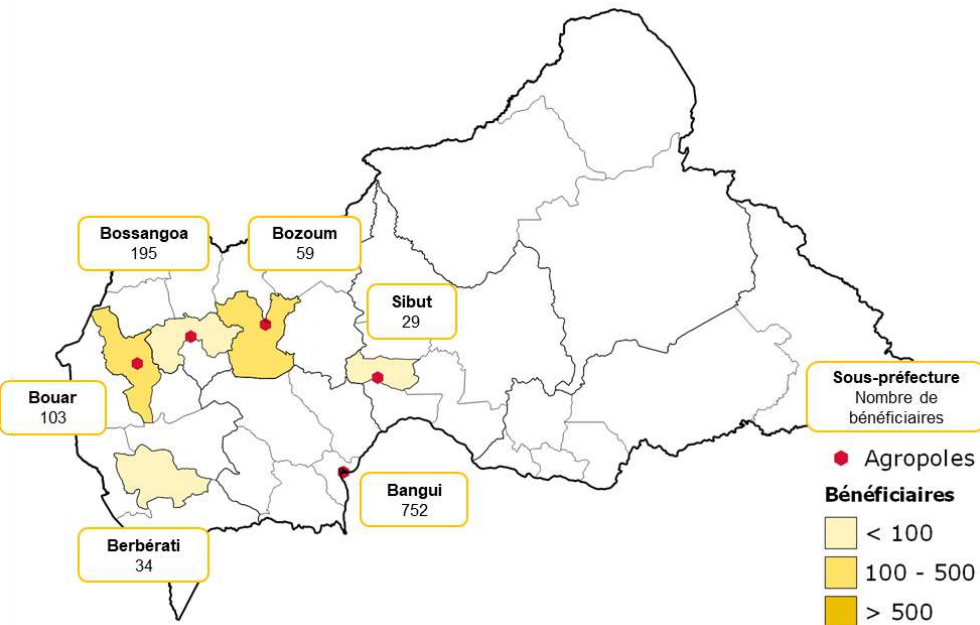


Zones d'intervention du programme DEVUR II



Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- **1 176** personnes qui ont bénéficié des formations / interventions de développement des compétences sur base institutionnelle ou professionnelle (indicateur 3.6)
- **165** femmes/jeunes filles qui ont été autonomisées dans leur intégration sociale et économique (indicateur 2.1)
- **53** personnels administratifs des institutions publiques ou fournisseurs de services dont les capacités ont été renforcées (indicateur T.2)



MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

Au cours de l'année 2022, le projet a :

- ☑ Formé des apprenants sans qualification dans les secteurs de l'agriculture, de la transformation alimentaire et de l'artisanat.
- ☑ Accompagné des apprenants via les unités d'incubation dans leur recherche d'emploi.
- ☑ Formé des formateurs des centres de formation pour renforcer la qualité des enseignements transmis.
- ☑ Contracté un cabinet d'expertise (AXIOM) pour réaliser les diagnostics des centres de formation dans le but d'en améliorer la gouvernance; et fourni à des gestionnaires de centres une formation continue en gestion.

TÉMOIGNAGE

Inguina Ngodi Armelle, une apprenante au sein d'un atelier de formation soutenu par le projet, met en avant ses acquis:

« Dans cette formation, moi personnellement, j'ai découvert par exemple comment faire le câblage. J'ai aussi appris l'utilisation des appareils électriques tels que la perceuse et comment passer le câble dans le conduit. »



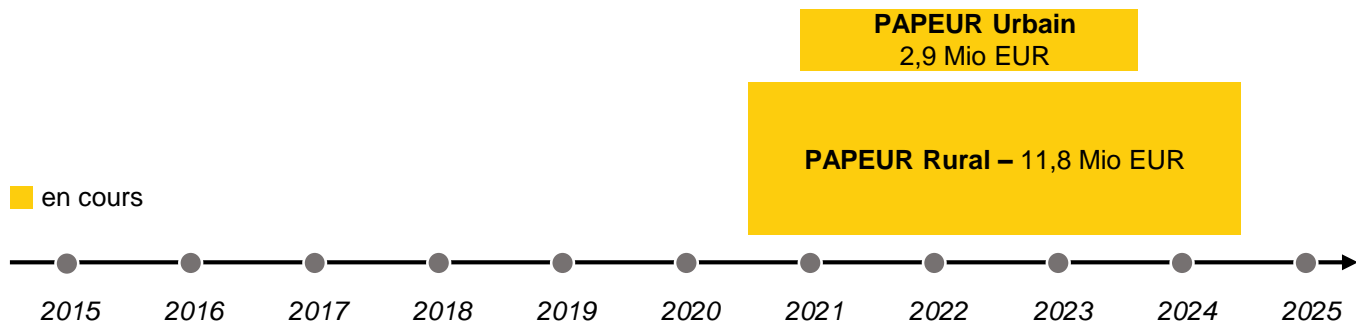
MISE EN ŒUVRE



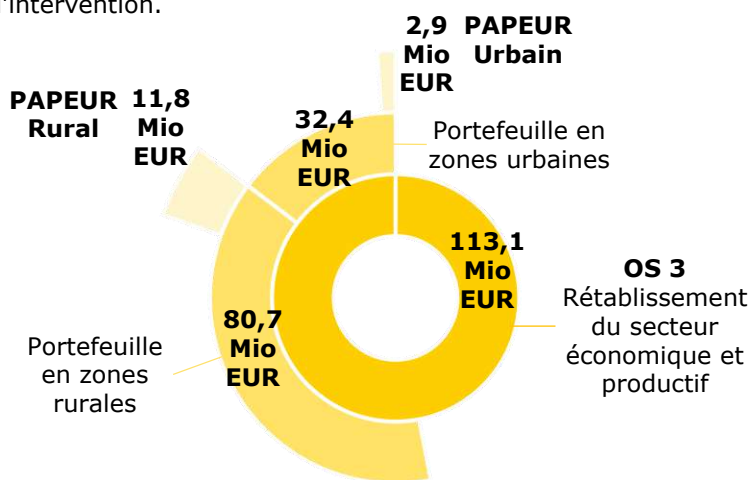
PAPEUR

Programme d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat en milieu urbain et rural

Le programme PAPEUR est financé par le Fonds Bêkou pour soutenir le relèvement économique et la relance des secteurs productifs en milieu urbain et rural en République Centrafricaine.

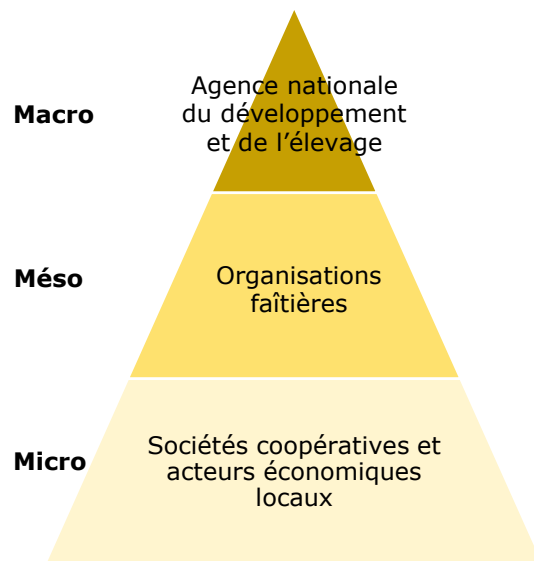


Le programme PAPEUR est composé de deux projets: le premier est mis en œuvre par ITC en milieu rural; l'autre est opéré par DRC en milieu urbain. Le programme vise à renforcer les capacités des acteurs économiques, soutenir leur organisation en coopératives et promouvoir l'investissement privé dans les zones d'intervention.

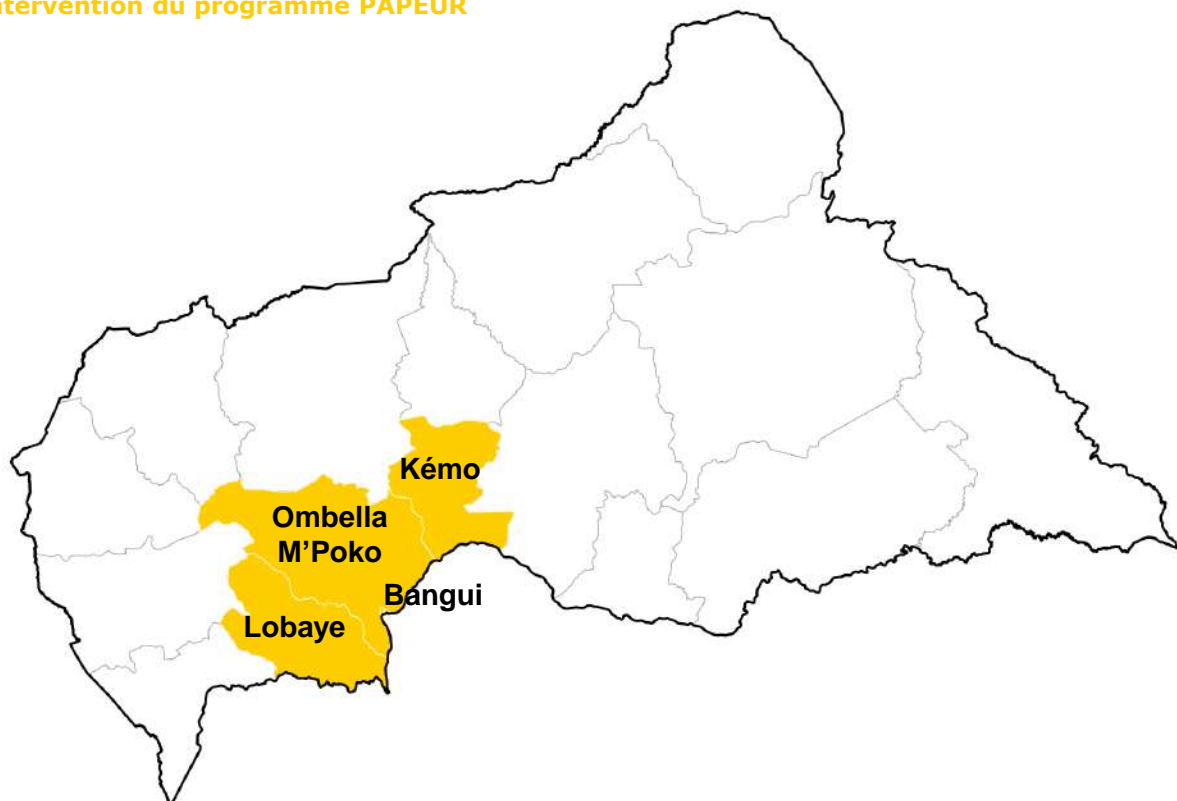


NB: Les autres montants sont consacrés à d'autres programmes/projets de l'OS.

Cadre institutionnel



Zones d'intervention du programme PAPEUR



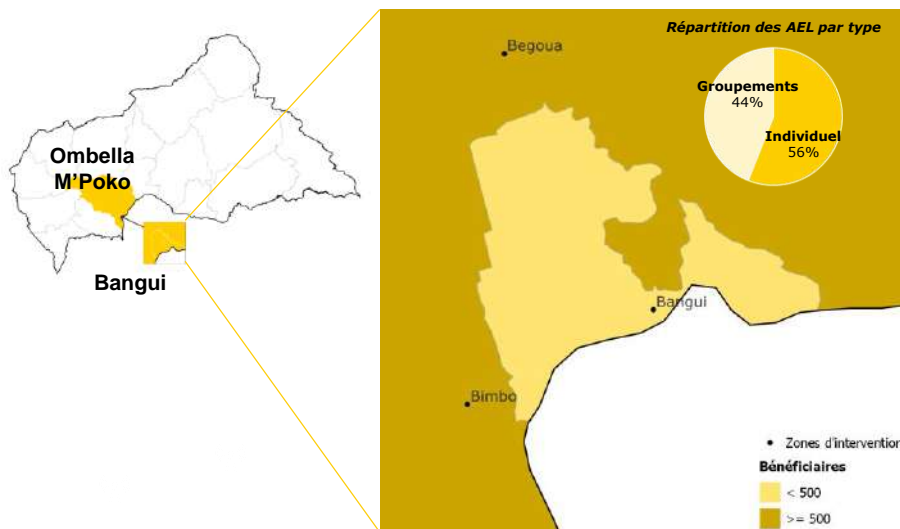
Le projet PAPEUR Urbain vise à contribuer au relèvement économique et à la relance des secteurs productifs en milieu urbain et rural à Bangui et aux alentours.

Budget 2,9 Mio EUR
Secteur Entreprenariat
Dates 22/01/2021 – 21/07/2023 (30 mois)

Mise en œuvre



Zones d'intervention



Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- **1 774** bénéficiaires de formations professionnelles en matière financière et entrepreneuriale (indicateur 3.6)
- **601** petits exploitants ayant reçu des animaux pour augmenter leur production et l'accès aux marchés (indicateur 3.3)
- **2 327** bénéficiaires formés en matière de protection contre les VBG ou à la gestion pacifique des conflits et au vivre-ensemble (indicateur 2.4)

MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

Au cours de l'année 2022, le projet a :

- ☑ **Formé** des acteurs économiques locaux (AEL, individus ou groupements) dans les **différentes thématiques de relèvement économique** et les a accompagnés dans le **montage de leur plan d'affaires**. Cette année 1 424 personnes ont bénéficié des formations (80% du total).
- ☑ **Distribué des kits** en faveur des AEL selon les besoins exprimés à 114 bénéficiaires.
- ☑ Accompagné les faïtières dans le processus de **restructuration en coopératives**, en collaboration avec l'organisation sous-régionale Conférence Panafricaine Coopérative.
- ☑ Constitué **six réseaux d'Association villageoise d'épargne et de crédit** (AVEC) installées lors de la phase précédente du projet (sous le programme Relance Economique, actif de 2016 à 2019) dans une logique de mise à l'échelle pour mobiliser davantage de fonds et de membres. Ces réseaux rassemblent ainsi 250-300 personnes.
- ☑ **Formé** des membres de ces réseaux à la **gouvernance et à la gestion** de petits fonds pour renforcer la transparence de la comptabilité et limiter les conflits entre groupes.

Difficulté rencontrée et solution apportée:

- ☞ La distribution des kits s'est heurtée à une **fluctuation importante des prix en RCA en 2022**. PAPEUR Urbain a tiré avantage de l'arrêt des activités en lien avec les établissements de microfinance pour réorienter les 60 000 EUR du fonds de garantie qui leur était associé vers l'achat de kits. Cette transition a été facilitée par le fait que les bénéficiaires des deux activités étaient les mêmes.

TÉMOIGNAGE

Lucienne GONDIA, vice-présidente d'une coopérative des AVEC, à Bangui

« Grâce à ces gains avec les AVEC, la scolarité de mes petits et les besoins en santé [...] sont assurés. »



© Serge Gammon

Les acteurs économiques comme ceux du 6ème arrondissement de Bangui ont reçu des porcelets de race améliorée

PROJET FINANCÉ SOUS PAPEUR

PAPEUR Rural – Programme d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat en milieu rural

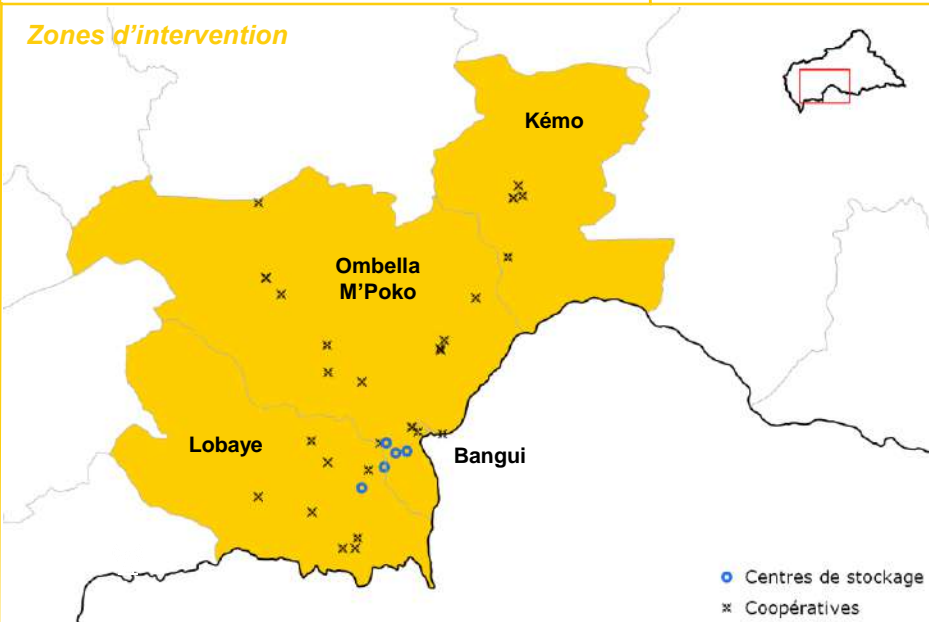
Le projet PAPEUR Rural vise à améliorer et consolider la productivité et la compétitivité des chaînes de valeur de filières agropastorales en favorisant l'emploi des jeunes et en soutenant un contexte propice au secteur privé.

Budget 11,8 Mio EUR
Secteur Entrepreneuriat
Dates 09/06/2020 – 08/06/2024 (48 mois)

Mise en œuvre



Zones d'intervention



Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- **1 110** femmes/jeunes filles autonomisées dans leur intégration sociale et économique (indicateur 2.1)
- **10** groupes agricoles formés et/ou équipés en kits (indicateur 3.1)
- **5** centres de stockage construits (indicateur O.13)

MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

Au cours de l'année 2022, le projet a :

- ✓ Structuré et formé **35 coopératives** (33 coopératives de maïs et 2 avicoles) selon le règlement de l'OHADA.
- ✓ Facilité l'opérationnalisation du **registre des sociétés coopératives** en RCA.
- ✓ Appuyé la construction des **cinq centres de stockage** servant à stocker les semences pour les coopératives.
- ✓ Appuyé la **mécanisation de la filière maïs** avec l'achat de 23 tracteurs, d'une pelle chargeuse, d'un bulldozer et de charrues, ainsi que la formation de tractoristes.
- ✓ Sensibilisé les communautés rurales sur les **avantages de la vie associative**.
- ✓ Mené une étude pour définir les **bonnes pratiques culturelles respectueuses de l'environnement**.
- ✓ Réalisé une **cartographie des industries de transformation** pour les filières cibles.

Difficulté rencontrée :

- ✗ Le **manque de carburant** a ralenti les activités sur les sites agricoles.
- ✗ Le projet est **concentré sur la production de maïs**, qui n'est pas la denrée la plus consommée dans le pays.

Solutions envisagées :

- ↻ Encourager la **transformation du maïs** notamment pour les nourrissons ou l'alimentation des animaux.
- ↻ **Appuyer les coopératives pour accéder à différents marchés** (à la fois pour le maïs transformé et non transformé), comme le Programme alimentaire mondiale (PAM) et les laboratoires de transformation alimentaire destinée aux animaux. ITC est en mesure de négocier avec ces institutions pour obtenir des prix avantageux pour les coopératives.

TÉMOIGNAGE

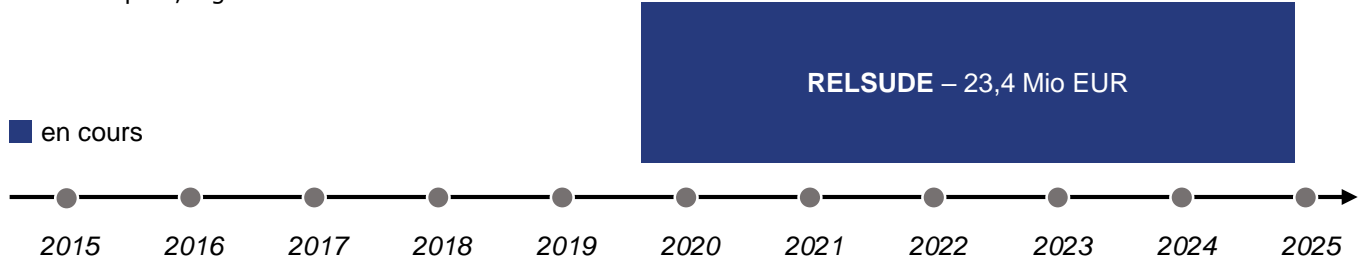
Dix tracteurs de 24 chevaux, une pelle chargeuse et un bulldozer ont été remis en mai 2022 en présence de l'Ambassadeur de l'Union Européenne en RCA lors d'une cérémonie officielle de remise des engins, placée sous le haut parrainage du Premier Ministre. Ces équipements, comme la pelle chargeuse utilisée ici à Bimon sur la route de Mbaïki, sont très appréciés par les agriculteurs.



RELSUDE

Programme de relèvement socioéconomique dans la zone sud-est de la RCA

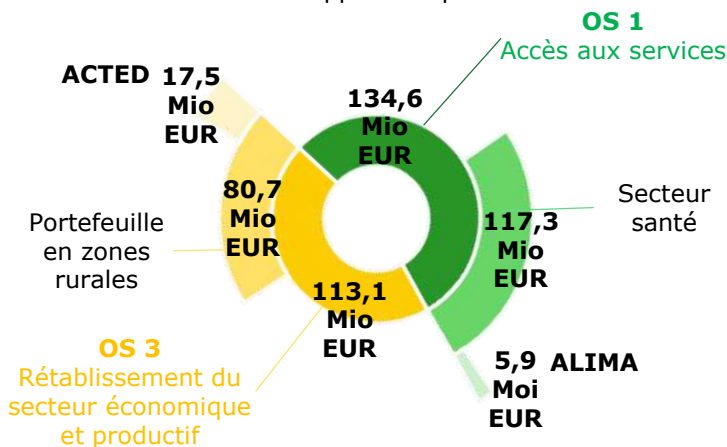
Le programme RELSUDE soutient le relèvement socioéconomique et la réconciliation dans la zone du Sud-Est de la RCA à travers une approche communautaire. Le programme a été adopté en mai 2019 en accompagnement à l'Accord de paix, signé en février de cette année.



L'objectif global de ce programme est **de renouveler le contrat social entre l'État et la population** en accompagnement de l'Accord de paix à travers **quatre volets** :

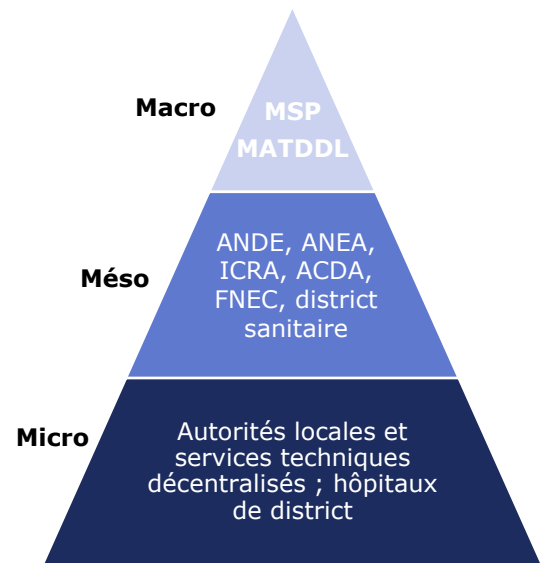
1. Relance des dynamiques économiques
2. Réhabilitation et opérationnalisation des services sociaux de base
3. Promotion d'un environnement protecteur et apaisement des tensions sociales
4. Renforcement des capacités des autorités locales et des services décentralisés

RELSUDE est composé de deux projets, et s'inscrit à l'intersection du Nexus humanitaire-développement-paix.



NB: Les autres montants sont consacrés à d'autres programmes/projets de l'OS.

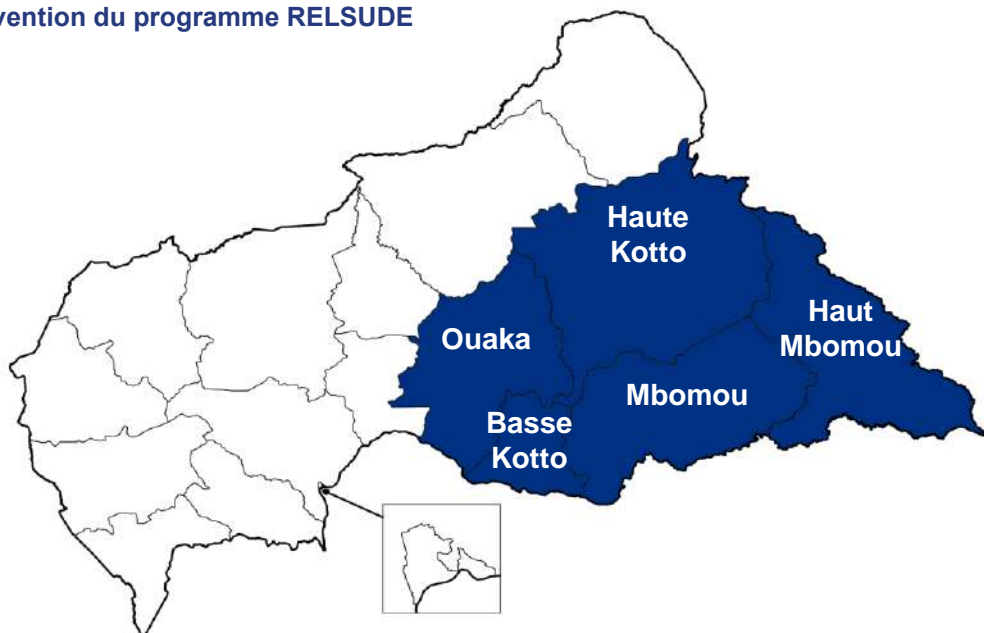
Cadre institutionnel



MSP : ministère de la santé et de la population

MATDDL : ministère de l'administration du territoire, de la décentralisation et du développement local

Zones d'intervention du programme RELSUDE



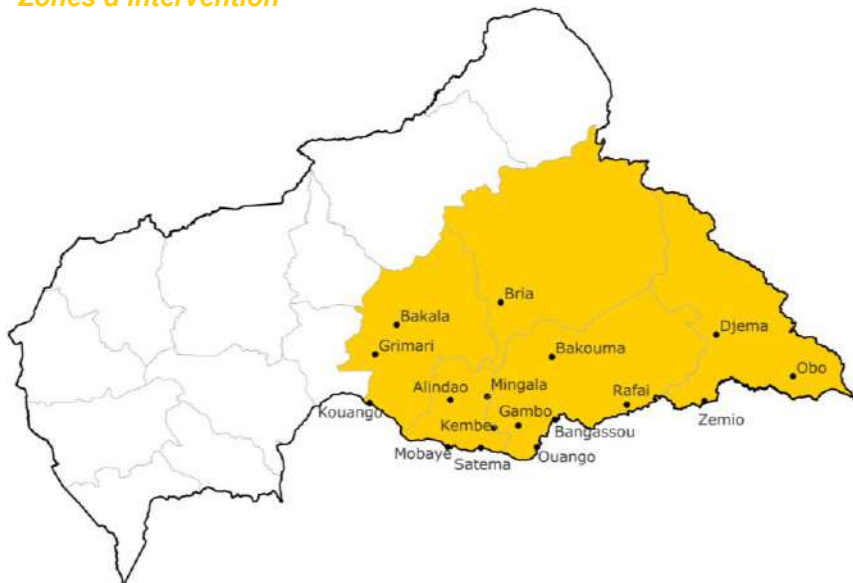
PROJET FINANÇÉ SOUS RELSUDE

« I LA TENE TI TO NA MBONGO – Tous ensemble pour le sud-est » – Programme de relèvement socioéconomique dans la zone sud-est de la RCA

Le projet RELSUDE ACTED vise à renouveler le contrat social entre l'Etat et la population en favorisant les dynamiques de consolidation de la paix dans la zone sud-est de la RCA. Il propose une action fondée sur une approche communautaire ayant pour objectif spécifique le relèvement socioéconomique et la réconciliation.

Budget 17,5 Mio EUR
Secteur Transversal
Dates 18/12/2019 – 17/12/2023 (48 mois)

Zones d'intervention



Mise en œuvre

Consortium de six ONG mené par ACTED
Avec l'appui de sept ONG locales



Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- **102** points d'eau (y compris forages) construits/réhabilités (indicateur 1.5)
- **103 955** personnes sensibilisées sur les thématiques "eau, hygiène et assainissement" (indicateur 0.8)
- **12** personnels des institutions publiques formés sur la protection et la gestion pacifique des conflits (indicateur T.2)
- **8 499** bénéficiaires d'activités d'alphabétisation (indicateur 1.3)

MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

Au cours de l'année 2022, le projet a :

- ✓ Appuyé les **groupements agricoles et non-agricoles** à travers des **formations** et des dotations des **kits**.
- ✓ Construit la quasi-totalité des latrines publiques et familiales prévues dans le cadre du contrat.
- ✓ Mis en œuvre des **activités d'alphabétisation** fonctionnelle.
- ✓ Assuré des **formations sur l'épargne et le crédit (AVEC)** ; la plupart des AVEC ont été déjà dotées des kits.
- ✓ Réalisé des travaux de **construction des infrastructures communautaires** suivant l'approche **THIMO**.

Difficultés rencontrées et solutions apportées :

- ✗ Difficultés logistiques :
 - ✗ Difficultés d'**approvisionnement en matériaux** qui ont fait obstacle aux activités de construction et réhabilitation d'infrastructures:
 - ↳ ACTED a décidé de prioriser pour permettre l'avancement du projet et a utilisé le ciment en quantité insuffisante pour la construction des latrines. Les activités THIMO ont été décalées en 2023.
 - ↳ COOPI a fait venir les matériaux par avion.
 - ✗ Tous les partenaires du consortium ont été impactés par des **difficultés liées à la pénurie** et ensuite à la **hausse du prix** du carburant.
- ✗ Difficultés liées au **contexte sécuritaire** : la situation sécuritaire a entraîné des retards dans certaines zones (braquages sur l'axe Mingala, attaque à Kouango, situation volatile sur l'axe Kembé Satema et à Bakouma) et le report d'un certain nombre d'activités en 2023.

TÉMOIGNAGE

Rose Poumade, commerçante et cultivatrice à Alindao, préfecture de Basse-Kotto :

« Le programme RELSUDE nous forme en groupement agricole, on nous apprend à mieux programmer nos récoltes, à connaître les avantages de se mettre en groupement. COOPI nous apprend aussi à structurer nos activités et nous prodigue des conseils qui nous ont été énormément bénéfiques. Grâce à ces formations, nous nous sommes mis en groupements, ce qui selon moi améliorera le rendement de nos cultures. »



©Christian Moïse Nzengue

PROJET FINANCÉ SOUS RELSUD

Relèvement du système de santé du district sanitaire du Haut-Mbomou dans la prise en charge des populations vulnérables

Le projet d'ALIMA vise à réduire la mortalité et la morbidité à travers **l'amélioration de l'offre et de l'accès aux soins de santé de qualité des populations** par le renforcement du district sanitaire du Haut-Mbomou.

Il appuie les **hôpitaux d'Obo et de Zémio** afin de leur permettre de fournir des soins primaires et secondaires de qualité.

Budget 5,85 Mio EUR
Secteur Santé
Dates 01/11/2019 – 31/12/2024 (62 mois)

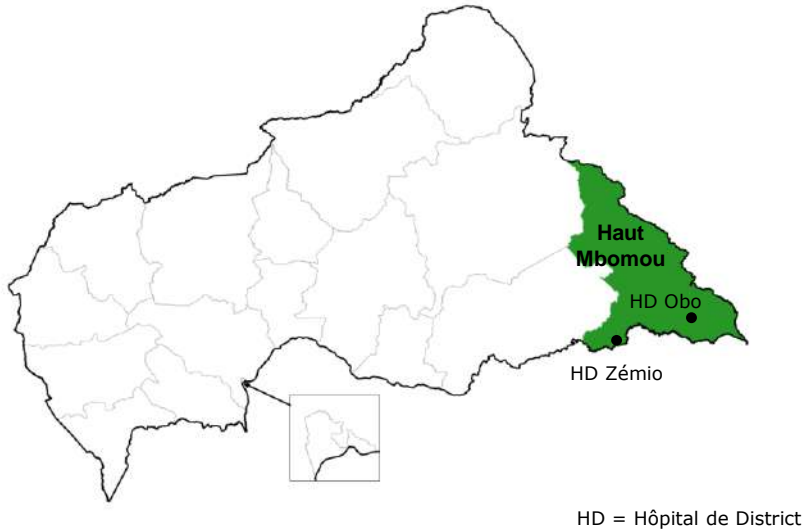
Mise en œuvre



Résultats en lien avec le cadre révisé (depuis le début du projet)

- **140 613** consultations et interventions de santé et médicales fournies (indicateur 1.2)
- **813** référencement (indicateur 1.4)
- **12** personnels administratifs des institutions publiques ou fournisseurs de services dont les capacités ont été renforcées (indicateur T.2)

Zone d'intervention



Hôpital de Zémio © ALIMA

MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN 2022

Au cours de l'année 2022, le projet a :

- ☑ Offert des **soins aux enfants âgés de moins de 5 ans et aux femmes enceintes et allaitantes** (FEFA) dans les deux hôpitaux de districts (HD)
- ☑ Affecté un chirurgien, un anesthésiste, un référent et un responsable de qualité de soin dans les deux HD afin de **renforcer le personnel de santé**
- ☑ Appuyé la **sécurité transfusionnelle** et l'association des donneurs bénévoles

Difficultés et solutions apportées :

- ⊕ Le projet a rencontré des difficultés d'approvisionnement en raison de l'éloignement de Bangui de la région et de l'état des routes, et a procédé à l'envoi de médicaments par avion pour contourner cette limite.